



LE BUREAU
DES QUESTIONS
EXISTENTIELLES

—
POURQUOI le Canal
du Midi a-t-il failli disparaître?

LE JOURNAL TOULOUSAIN



COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

En immersion p.11
LE LIDO,
TOUT L'ART
DE L'ÉQUILIBRE

Politique p.10
TOULOUSE, RARE SOUTIEN
DU PACTE FINANCIER
DE L'ÉTAT

MÉDIA DE SOLUTIONS

BRETELLE. Il y a un demi-siècle, les autoroutes urbaines étaient tellement à la mode qu'on prévoyait d'en poser une à Toulouse sur le Canal du Midi ! Et il s'en est vraiment fallu de peu...

À Toulouse, lorsqu'on longe le Canal du Midi, certains détails intriguent. On trouve des piles en béton susceptibles de séparer une 2x3 voies sous l'immense pont des Demoiselles, on peut emprunter des avenues aux allures d'échangeurs, larges de plus de 60 mètres (Collignon ou Bourguès-Maunoury), on aperçoit la rocade à quelques dizaines de mètres des Ponts-Jumeaux, comme pour l'y raccorder... Quelques preuves flagrantes de ce qui a bien failli arriver au Canal du Midi dans les années 1970 : devenir une autoroute urbaine. «L'idée avait germé dix ans plus tôt à la direction de l'équipement, afin de désengorger le trafic automobile dans une ville déjà en pleine explosion démographique», explique le géographe toulousain Robert Marconis.

Concrètement, on prévoit d'assécher le canal entre les Herbettes et les Ponts-Jumeaux, d'aménager dans son lit 30 hectares de parking, et de recouvrir le tout d'une voie rapide, les eaux étant déviées dans la vallée de l'Hers. Mis à part des écolos rabat-joie qui s'enchaînent aux platanes et des bateliers qui redoutent de payer la facture du détournement, il n'y a pas grand monde pour s'opposer au projet : «C'est l'époque du tout-voiture, où l'on encourage la percée de larges voies en centre-ville pour y rabattre un maximum de trafic, comme le tunnel de Fourvière à Lyon ou la pénétrante des Halles de Strasbourg», précise Robert Marconis.

Au tournant de la décennie, les études préalables sont menées, un avant-projet définitif est rédigé et le ministère de l'Équipement donne son feu vert au recouvrement du Canal du Midi. L'affaire semble bouclée au moment où le nouveau maire Pierre Baudis s'interpose : «C'est lui qui fera capoter



l'idée... On le présente aujourd'hui comme le sauveur du canal », ajoute Robert Marconis. L'édile revient en effet transformé d'un voyage en Asie où il dit avoir médité au bord de canaux : «J'ai tranché en faveur des piétons, contre l'automobile qui, s'y l'on n'y prend garde, finira par chasser les habitants des villes», avance-t-il dans une interview au «Monde», en octobre 1973, annonçant dans la foulée la remise en service de coches d'eau (embarcations de transport fluvial pour passagers), l'installation de bancs et la plantation de massifs de fleurs au bord du canal. «La nouvelle a été si brutale que les employés de l'équipement en ont fait une déprime», raconte Jean-Michel Lattes, l'élú en charge des déplacements à la Métropole toulousaine. «L'abandon de ce projet a marqué le début du recul de la voiture en ville. S'il fallait faire ce genre de proposition aujourd'hui, ce serait une exécution politique immédiate», conclut l'élú.

Nicolas Mathé ✍



L'hebdo qu'on adopte

© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 19 > 25 JUILLET 2018 • N° 798

R 29141 - 0798 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE MAÎTRESSE... ...face à ses remords

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarlat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Philippe Salvador, Nicolas Mathé,
Séverine Sarlat, Valentin Grezet, Gabriel
Haurillon, Grégoire Souchay et Charline
Poullain.
CHEF DE PROJET WEB :
Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Héléne Ressayres
MAQUETTE :
Isabelle Aubry
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre
Tél : 07.62.89.26.21
service.commercial@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Mon mari et moi avons acheté Volcan il y a deux ans. Un beau petit berger allemand, un peu espiègle mais gentil et affectueux. Nous avons développé avec lui une véritable relation de parents à enfant, nous le considérons comme notre bébé. J'utilise l'imparfait car tout cela n'a pas duré. À l'arrivée de nos jumelles, voilà six mois, le comportement de notre chien a totalement changé. Le vétérinaire nous a dit qu'il était jaloux et nous a conseillé de faire attention à ce qu'il ne s'approche pas trop des filles.

Dès lors, j'avais peur qu'il ne s'en prenne à elles et je les éloignais le plus possible de lui. Du coup, Volcan s'est souvent retrouvé dehors ou maintenu dans un coin, comme puni pour quelque chose qu'il n'a pas fait mais qu'il pourrait faire. Une situation qui m'attristait. Si je protégeais mes enfants, j'adorais aussi mon chien. Devant prendre une décision, nous avons choisi de nous en séparer. Ou, pour le dire plus simplement, de l'abandonner. Un crève-cœur mais une nécessité.

C'est vers la SPA que nous nous sommes tournés. Aujourd'hui, Volcan est dans un box, seul, en attente d'une adoption. Je pense souvent à lui. Je suis tiraillée entre la culpabilité de l'avoir laissé et le sentiment d'avoir fait ce qu'il fallait pour la sécurité de mes bébés. Peut-être aurait-on dû anticiper qu'un animal et des enfants peuvent être incompatibles, mais cela se passe bien dans la plupart des cas. Alors, nous ne nous sommes même pas posés la question.

Toujours est-il que tout le monde a été perdant dans l'histoire : Volcan n'a plus de famille, et nous n'avons plus notre chien adoré auprès de nous.



Sandrine, 36 ans

Veux-tu

LE JOURNAL TOULOUSAIN
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE

T'ABONNER ?

OUI **J'hésite encore...** **NON**

Tu aimes lire ?

↓

OUI NON

Tu es curieux ? Super ça fera un cadeau pour ta tante !

↓ ↓

OUI NON

Tu aimes essayer de trouver une solution à chaque problème ? Tu aimes briller en société ?

↓ ↓

OUI NON

On est fait pour s'entendre. Abonnes-toi ! Chaque semaine, pleins d'infos constructives pour faire mouche ! Sors de ta grotte et fais nous un chèque !

Tu cherches du papier pour allumer ton barbecue ?

↓

OUI NON

Ça tombe bien, on t'en livre toutes les semaines ! Tu es pour l'extinction des petits bébés ours polaires ?

↓ ↓

OUI NON

Abonnes-toi, ça urge ! Captain Planet te remercie de t'abonner !

ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + Web
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web offert
OUI Je m'abonne au JT !

6 MOIS 1 AN

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
CP _____ Ville _____
Mail _____

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain
 Par carte bancaire n° _____
Expire fin ____/____ Cryptogramme _____

Signature obligatoire _____

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet
31 000 Toulouse

CHAT SUFFIT !

Avec le chassé-croisé des vacanciers et la météo des plages, l'appel des associations de protection animale est un incontournable de l'été. Abandonner son animal est en effet tristement banal. Pourtant, celui qui le fait n'est pas forcément un être horrible et cruel... Il est plus souvent désorganisé ou n'a simplement pas anticipé les contraintes de l'adoption. Alors que les solutions sont à portée de patte ! Cette semaine, le JT a flairé les pistes qui permettent de rester fidèles à nos amies les bêtes.



PENSE BÊ pour les

Jt

Chaque été en France, toutes les trois minutes, un animal est abandonné. Et comme chaque été, la SPA se mobilise : "Adoptez le geste qui sauve", lit-on sur les affiches et la vidéo en ligne de la campagne 2018, sur laquelle un chien passe toute la saison attaché à un arbre. Nourrir, soigner, abriter, aimer... Telles sont les missions de la SPA qui recueille plus de 15700 des 40000 délaissés des vacances. « C'est en général la conséquence de séjours mal préparés. Pour des destinations où les animaux ne

« Les propriétaires préfèrent se séparer de leur animal plutôt que d'annuler leurs vacances »

sont pas acceptés, lorsqu'il n'y a pas de solutions de garde ou qu'il n'y a plus de place dans les pensions, dont la réservation doit se faire longtemps à l'avance... Les propriétaires préfèrent parfois se séparer de leur animal plutôt que d'annuler leurs vacances », déplore Nathalie Agobe, responsable régionale Sud-Ouest de la SPA.

Certains le laisseront ainsi errer jusqu'à ce qu'il soit pris en charge par la municipalité, c'est-à-dire en

fourrière ; les autres l'emmèneront directement dans un refuge : « On ne les juge pas, c'est déjà très compliqué pour eux de franchir notre seuil. Et puis il est important de ne pas nous fermer au dialogue, ne serait-ce que pour obtenir des informations sur les animaux recueillis », explique-t-elle. Le problème est d'autant plus aigu pour les chats. Leur période de reproduction tombant en été, cela quadruple alors leur population dans les refuges. Voilà pourquoi les associations recommandent de les stériliser dès que possible.

Si la saison estivale est la plus critique, le phénomène d'abandon se répète en réalité tout au long de



TE(S) vacances

l'année, remplissant entièrement les 63 refuges de la SPA ouverts en France. Depuis le 1^{er} janvier dernier, 5517 animaux délaissés ont été pris en charge par ses équipes, 2937 chats et 2580 chiens, les nouveaux animaux de compagnie n'étant pas comptabilisés dans les statistiques. Il s'agit souvent, pour les seconds, de problèmes comportementaux : « Des maîtres qui ne se sont pas adressés à un éducateur canin professionnel peuvent être complètement dépassés par la situation », précise Nathalie Agobe. L'abandon d'un animal est puni de deux ans de prison et 30 000 euros d'amende, mais la responsable de la SPA regrette qu'« aucun juge n'in-

flige de telle peine. » « La loi n'étant pas appliquée, on n'envisage même pas de la renforcer », soupire-t-elle. La directrice régionale se console devant la reconnaissance et l'inscription depuis 2015 des animaux dans le Code civil, où ils sont considérés comme des « êtres vivants doués de sensibilité » : « Une victoire qui prouve que notre société évolue sur ce sujet, petit à petit. »

« Ne pas juger les propriétaires »

Philippe Salvador ✍

Chaque année,
En France

100 000 animaux
abandonnés



Dont 40 000
durant la période estivale

Les refuges de la SPA

42 390
animaux
recueillis

77 jours
de séjour
en moyenne



38 443

animaux adoptés
(45 % de chiens,
55% de chats)*

*Les Nac ne sont pas comptabilisés

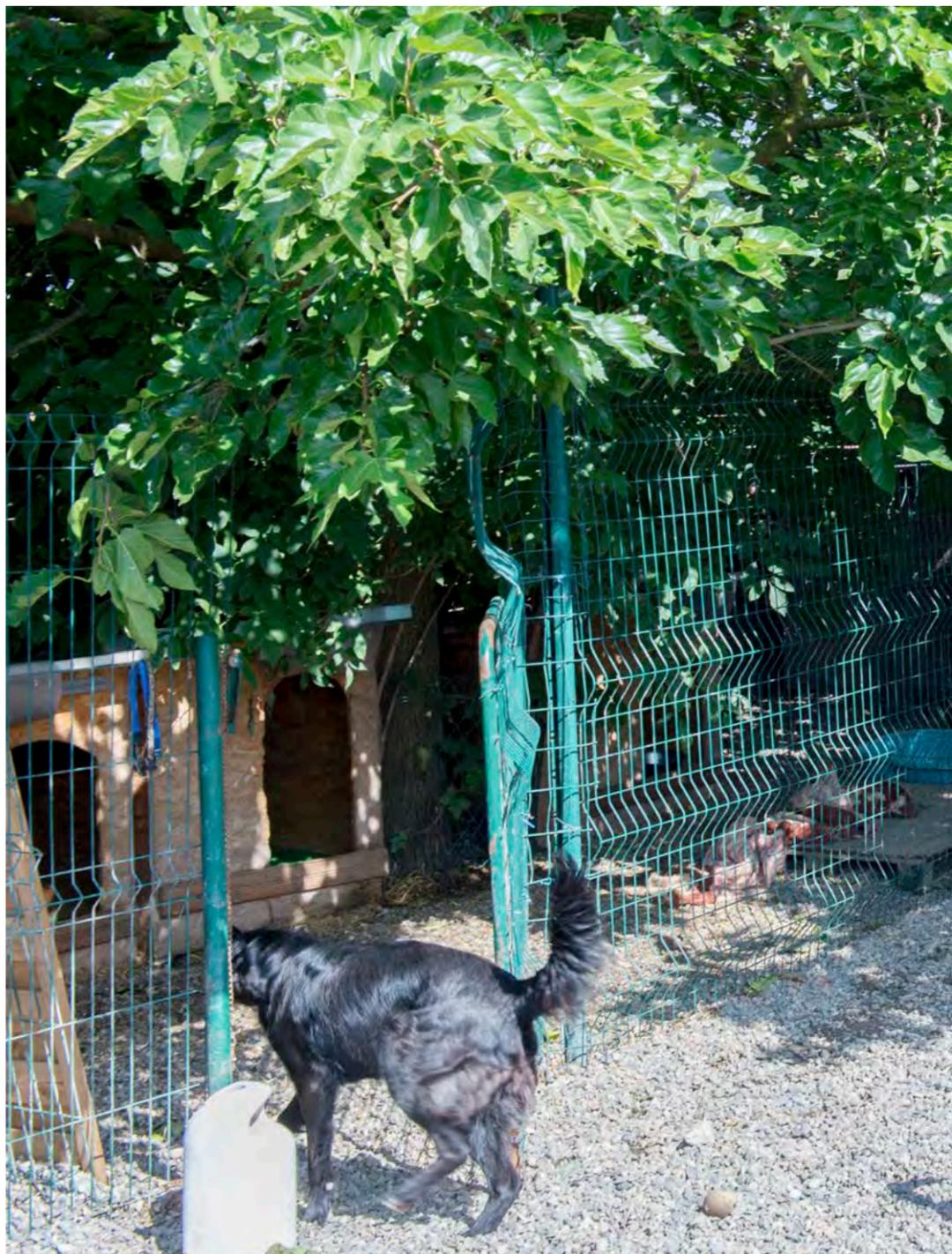
Ce qu'il faut pour
adopter un animal

- ✓ Du temps à lui consacrer
- ✓ Un foyer accueillant
- ✓ Un budget pour s'en occuper
- ✓ Un espace de vie à sa mesure
- ✓ Une solution de garde

L'ARCHE DE BETTY, *bienvenue au refuge des mal-aimés*

OUAF-OUAF. Chaque année, 100 000 animaux de compagnie sont abandonnés en France, en grande partie l'été. La ville de Castelginest dispose depuis 2003 d'un refuge pas comme les autres. Créé et géré par Betty Loizeau, salariée par la mairie, le lieu recueille, héberge et soigne plus de 50 d'entre eux toute l'année.

Jt



Route barrée. Impossible de continuer, sauf à emprunter un chemin qui semble ne mener nulle part. À gauche, des pavillons sont en construction. En face, un terrain de 1500 mètres carré est entouré de palissades en bois. Sur une porte en fer, une affiche, sur laquelle un petit chien aux yeux globuleux est enfermé derrière des barreaux : « Sauvez une vie, adoptez ! », y est-il mentionné. Soudain, elle s'ouvre. En un éclair, Betty Loizeau, qui gère le refuge Agir pour les animaux, surgit : « Je m'apprête à m'occuper des difficiles », lance-t-elle simplement, six boîtes de croquettes sous le bras. Un concert d'abolements l'accueille lorsqu'elle s'approche de la partie hébergeant les pensionnaires les plus maltraités. Beaucoup sont des chiens de chasse, brutalisés par leurs maîtres : « Ici, c'est le côté obscur. Ils mordent ou se battent entre eux à la vue des humains. À force de leur parler, de leur mettre de la musique et de passer du temps avec eux, je me suis faite accepter. » Il faut dire que Betty Loizeau est là tous les jours, toute l'année. Elle ne prend pas de pause déjeuner le midi : « Pas le temps, il faut tous les nourrir, sinon ils stressent. » De retour du "côté obscur", elle jette un œil à sa dernière installation, une boîte à chat posée devant l'entrée principale : « Avant-hier, des gens ont abandonné trois petits pendant la nuit. Les pauvres bêtes étaient terrorisées quand on les a recueillies. Alors, j'ai laissé cette boîte pour les mettre à l'abri et, cette nuit, deux nouveaux sont arrivés. » Le préfabriqué d'en face sert d'infirmier. Joselyne, bénévole, inspecte les car-

nets de santé des malades : « Ces deux-là ont des problèmes de peau. C'est courant avec la promiscuité. » Dans la cour extérieure de la chatterie, entièrement recouverte de grillage, un lit parapluie est installé. Pas de poupon à l'intérieur, mais Micha, la mascotte. Ce chat de 1

« À force de passer du temps avec eux, je me suis fait accepter »

an est paralysé de l'arrière-train après une chute du troisième étage : « Ailleurs, il aurait été piqué, mais moi je le garde. Je lui ai fabriqué un box spécial avec deux matelas anti-es-carre », explique Betty Loizeau. Une nouvelle salve d'abolements se fait entendre. Christian s'active dans le plus vaste espace du refuge, dévolu aux chiens "fréquentables". Ce retraité est responsable des bénévoles. Il est suivi d'un adorable chiot femelle prénommée Ozzy. C'est un chien de Rhodésie, une espèce rare. L'animal a été abandonné au bord de la Garonne il y a un mois. Aujourd'hui, il

quitte son préfabriqué temporaire pour rejoindre un box en plein air. Christian l'emmène dans la cour de promenade pour lui présenter ses parrains. Gims et Black Show, deux bâtards, viennent immédiatement l'entourer et la renifler : « Comme elle n'a pas été élevée par sa mère, il faut qu'elle apprenne à se socialiser. Ils vont lui enseigner les bons comportements », décrit Christian. Chaque jour, les chiens sont sortis de leurs boxes pendant 30 minutes pour se défouler et faire leurs besoins. Les bénévoles en profitent pour nettoyer les enclos. Coralie ramasse les excréments et lave les cages avec un tuyau d'arrosage. Les boxes mesurent jusqu'à 24 mètres carrés avec jardin. Une partie d'entre eux est même climatisée. Seul abri en dur du refuge, le "carré des chiens" est composé de petits appartements, habités chacun par trois colocataires.

À l'ouverture du box, Herber, Richie et Fox se ruent sur leurs auges. Le dernier, un fox-terrier marron et noir, est attendu dans la cour. Presque instinctivement, il vient



© Franck AIX / JTI

LA TÊTE D'AMPOULE

INSCRIRE LE DROIT DES ANIMAUX dans la constitution

STATUT. La lutte contre l'abandon des animaux passe par plusieurs canaux, dont la législation. Celle-ci n'est pas la même partout et certains pays sont plus en avance que d'autres. Karine Lou Matignon, journaliste et écrivaine, spécialiste des relations hommes-animaux, évoque quelques mesures dont la France pourrait bien s'inspirer.

À Barcelone, une vingtaine de statues de chiens, attachés à des lampadaires, à des bancs ou à des arbres par une laisse, ont été disséminés un peu partout dans la ville. À leur collier, un QR code permet aux passants de connaître les raisons de leur abandon, correspondant à une histoire réelle. Une manière pour la municipalité de sensibiliser les Catalans à ce phénomène qui ne cesse de s'étendre. « Les campagnes de sensibilisation contribuent à diminuer un tant soit peu le nombre d'abandons, elles sont nécessaires. Celle-ci est en plus originale », affirme Karine Lou Matignon. Mais pour la journaliste et écrivaine, spécialiste des relations Hommes-animaux, cela ne suffit pas. Il ne s'agit que d'un outil parmi d'autres, dont la législation.

Une des principales causes aboutissant à l'abandon d'un animal reste le manque d'adaptation au style de vie du propriétaire ou l'incapacité de ce dernier à l'accueil d'un nouveau "colocataire". Pour pallier cette difficulté, « la Suisse a créé le permis de détention canine, peu importe la race », note la spécialiste, ajoutant : « Un éducateur initie le maître au comportement du chien. Comprendre l'animal, son langage, ses besoins, sa propre appréhension du monde humain, semble être la base d'une bonne relation entre les deux. » En Belgique, une proposition de loi a même été déposée en ce sens, « en poussant jusqu'au retrait de l'animal à son propriétaire au moindre manquement », observe Karine Lou Matignon. « Ce permis est pour moi le meilleur exemple à suivre. Il devrait être largement pratiqué chez nous. Mais, en France, une simple attestation suffit, et uniquement pour les chiens de première et deuxième catégorie », poursuit-elle.

Mais tout dépend en réalité de la considération que l'Homme a pour l'animal. Et elle varie d'un pays à un autre. Suite aux nombreux travaux scientifiques réalisés sur le sujet, ce statut évolue : « Ils sont désormais reconnus comme des êtres et des individus dotés de compétences et de personnalités différentes », explique Karine Lou Matignon. Mais pour les protéger de l'abandon ou de tout autre abus, c'est bien le statut juridique qui importe. « En France, ils ont été relayés au rang de "biens meubles" jusqu'à la loi de 2015 qui considère l'animal comme "un être vivant doué de sensibilité". Ils restent toutefois classés dans la catégorie des biens », fait remarquer l'experte. Le propriétaire peut donc en disposer comme bon lui semble. L'Allemagne paraît être, en la matière, le pays le plus avancé : « Les droits des animaux ont été inscrits dans la constitution. Ainsi, l'État est garant de leur respect et de la protection de leur dignité, tout comme celle des humains », précise l'écrivaine. Pour elle, la réelle évolution passe par l'intégration de leurs droits dans la constitution française.

Elle évoque même la création d'un organe tel un Conseil du bien-être animal, à l'image de la Belgique : « On y trouve un panel de véritables experts, légitimes, pour orienter les politiques sur les questions animales, quels que soient les sujets. »

Séverine Sarrat ✍

KARINE LOU MATIGNON

> Journaliste, scénariste et écrivaine, elle est spécialiste de la relation entre les Hommes et les animaux qu'elle traite au travers d'ouvrages, de documentaires ou du cinéma. Elle a notamment supervisé notamment l'écriture de l'ouvrage collectif "Révolutions animales", paru en 2016 aux éditions Liens qui libèrent.



renifler le manteau de Marie-France. Cette Toulousaine souhaite adopter un chien : « J'ai perdu le précédent en mars. J'en voudrais un petit qui n'aboie pas toute la journée », confie-t-elle. Betty Loizeau est intransigeante sur les conditions que doivent remplir les potentiels futurs propriétaires : « Il faut une maison

« Ailleurs, il aurait été piqué, mais moi je le garde »

bien clôturée ou un appartement assez grand. Les animaux doivent impérativement dormir à l'intérieur. Enfin, je ne veux pas qu'ils servent pour la chasse ou la garde. » Un chien

coûte entre 180 et 220 euros. Pour un chat, il faut compter une centaine d'euros : « Juste le prix des soins effectués pour les vacciner, les stériliser et les identifier. » Marie-France remplit tous les critères, mais elle préfère attendre l'arrivée d'autres chiens pour se décider. Pourtant très gentils, les fox-terriers ont du mal à trouver preneur. « C'est pareil pour les chats noirs. Les gens sont étranges, ils privilégient l'aspect esthétique au caractère... », déplore Betty Loizeau. Cette année, le refuge devrait accueillir plus de 400 animaux. Près de 80% d'entre eux trouveront une nouvelle famille.

Gabriel Haurillon ✍

Jt



LA SOLUTION DE LA SEMAINE

FAIRE GARDER SON ANIMAL par des professionnels

Le petsitting, soit la garde d'animaux dans la langue de Molière, est la forme dérivée du babysitting pour nos amis les bêtes. Il s'avère être une solution de choix, notamment lors de longs séjours devant lesquels il est fastidieux voire impossible d'emmener son compagnon avec soi : hospitalisations, déplacements professionnels, week-ends prolongés ou vacances à la plage. En échange d'une rémunération, un professionnel vient s'occuper de l'animal au domicile du propriétaire. « Cela permet de le laisser entre des mains expertes qui savent véritablement s'en occuper et qui pourront réagir en cas de problème », commente Véronique Casteleyn, fondatrice des Copains de Médor, société spécialisée dans la garde de chiens et de chats près de Muret. « À raison d'une ou deux fois par jour ou tous les deux jours, nous venons chez les propriétaires pour



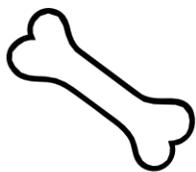
donner à boire et à manger », poursuit la petsitteuse. « Nous les brossons, faisons la litière, mais nous nous assurons surtout que l'animal se porte bien », précise-t-elle.

Car, au-delà de prendre soin de l'animal, le petsitting consiste aussi et surtout à s'occuper de son bien-être. « Nous lui apportons du réconfort, à lui qui est resté seul. Nous le sortons en balade, lui faisons des caresses, l'amusons. Lui aussi doit pouvoir passer un bon moment durant l'absence de ses propriétaires. »

Il existe également une seconde possibilité : laisser l'animal chez le petsitter avec d'autres camarades de jeux. « Ambiance colonie de vacances garantie », ironise Véronique Casteleyn. De quoi se rassurer et partir l'esprit tranquille.

Valentin Grezet ✍

Jt



LE KIT VACANCES pour son animal

Partir en vacances, cela demande une bonne préparation. Surtout quand il faut compter, en plus, la présence de son animal. C'est pourquoi la Fondation 30 millions d'amis confectionne chaque été son "Carnet de route". Un kit mailin et gratuit qui regroupe plein d'informations et de conseils pour anticiper au mieux les vacances. Et s'il n'est vraiment pas possible d'emmener son animal, le guide recense également les lieux de garde ou d'accueil.

✉ 30millionsdamis.fr



LA GARDE, de particulier à particulier

Plusieurs plateformes dont Bibulu, Holidog, Dogvacances ou Animovacances, mettent en relations les propriétaires d'animaux avec des particuliers désireux de s'occuper de leurs compagnons. Pratique et rapide, ces sites permettent de trouver, en quelques clics, au plus près de chez soi, quelqu'un qui accepte de garder son animal le temps d'une soirée, d'un week-end ou des vacances. Il est possible d'échanger par message avec les particuliers avant de s'engager.



L'hébergement QUI ACCEPTE LES ANIMAUX

Trouver un lieu de villégiature qui accepte les animaux peut s'avérer être un véritable casse-tête. Pour y pallier, la Fondation 30 millions d'amis met à disposition, sur son site Internet, un espace recensant les hébergements de France autorisant les animaux. 20 000 au total. Via un moteur de recherche, il devient simple de repérer une chambre d'hôte, un camping, un hôtel ou un centre de vacances idéal dans le département de son choix.

✉ 30millionsdamis.fr





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

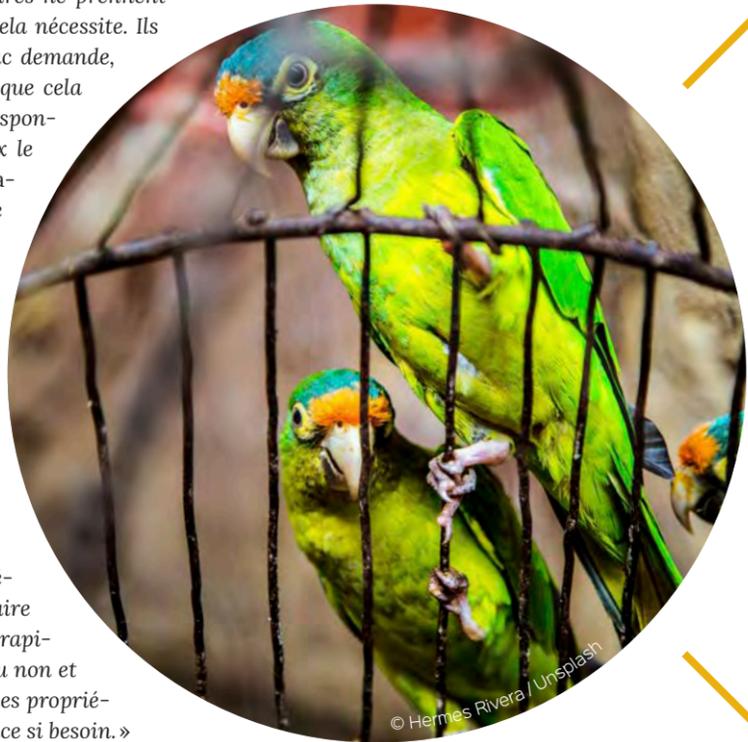
BIEN S'INFORMER avant d'acheter un Nac

«Malheureusement, beaucoup de personnes pensent, à tort, qu'un serpent doit être simplement exposé sous des lampes très chaudes, qu'un lapin ou un perroquet peuvent vivre en cage. Pourtant, doté d'un fort quotient intellectuel, ce dernier devient fou en captivité, et pratique l'automutilation», déplore Sarah Chaland, auxiliaire spécialisée vétérinaire depuis dix ans à la clinique des nouveaux animaux de compagnie (Nac) de Toulouse.

Les chiens et les chats ne sont plus les seuls à être abandonnés en nombre durant la période des vacances. Les serpents, les iguanes, les araignées, les tortues, les perroquets, les petits mammifères et les rongeurs tels que les furets ou les lapins, communément appelés les Nac, souffrent aussi de ce fléau. Souvent très mal informés, les propriétaires ne savent pas correctement les alimenter ou adapter leurs conditions de vie à la captivité. L'animal développe alors des troubles du comportement. Surprises et déçues, ces per-

sonnes l'abandonnent. «La plupart du temps, il s'agit d'un achat compulsif et les propriétaires ne prennent pas conscience de l'engagement que cela nécessite. Ils ne mesurent pas l'entretien qu'un Nac demande, les efforts que cela exige, et les frais que cela implique. Dépassés, ils fuient leurs responsabilités et se disent qu'il vaut mieux le relâcher dans la nature», déplore Sarah Chaland. «Les gens ont tendance à oublier qu'un Nac n'est pas une décoration.»

Pourtant, les sources d'informations sont diverses et variées, simples et accessibles. «Avant tout achat, ils doivent se renseigner un maximum sur Internet. Mais aussi contacter des éleveurs ou carrément visiter les élevages afin de prendre note des conditions optimales de vie selon l'espèce», rappelle Sarah Chaland. «Il est également nécessaire d'aller consulter un vétérinaire après l'acquisition. Pour déterminer rapidement si le Nac est en bonne santé ou non et pour permettre de faire le point avec les propriétaires sur la pédagogie à mettre en place si besoin.»



Valentin Grezet ✍

Jt



IODINES

Voiture électrique en libre service ou avec voiturier



Sans abonnement - Stationnement libre et gratuit*



Télécharger dans
l'App Store

iodines.fr

05 82 08 52 70



DISPONIBLE SUR
Google Play

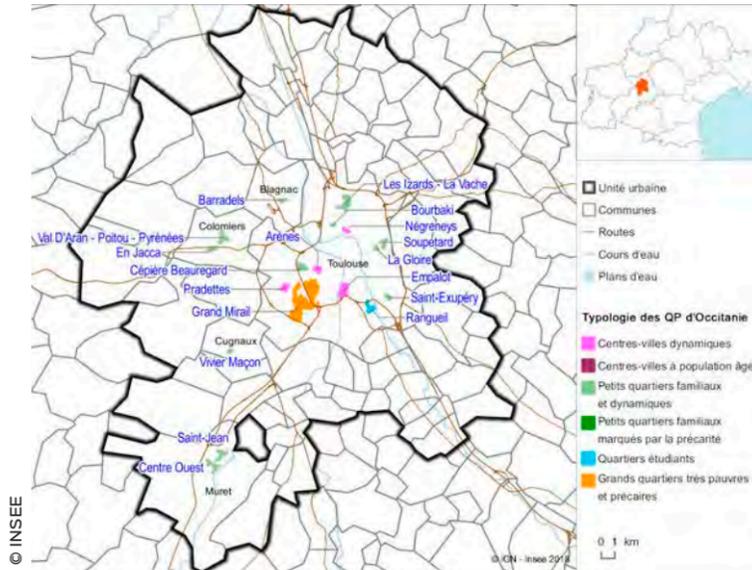
* sur la voirie dans la zone de libre service

GRAND ANGLE

QUARTIERS PRIORITAIRES : les chiffres et les pistes pour remédier à la pauvreté

PÉRIPHÉRIES. L'Insee vient de dresser le portrait des 105 quartiers prioritaires d'Occitanie et révèle une diversité peu connue entre les situations, notamment à Toulouse. Dans ces zones concentrant la pauvreté, élus comme associations tentent tant bien que mal de trouver des issues.

L'Insee a présenté mercredi dernier son enquête sur l'état de la pauvreté dans la centaine de quartiers prioritaires de la ville (QPV) d'Occitanie. « Les QPV regroupent 7% de la population régionale, une part inférieure à la moyenne nationale de 9% » détaille Vincent Rhodes, chargé d'études à la division sociale de l'Insee Occitanie. « Mais ils cumulent en même temps le revenu médian le plus faible et le taux de pauvreté le plus élevé du pays. » L'agglomération toulousaine rassemble à elle seule un cinquième des quartiers prioritaires d'Occitanie, là encore avec des situations très hétérogènes : centres-villes à population âgée comme à Saint-Gaudens, petits quartiers familiaux à l'image de l'Ouest de Muret, quartiers étudiants comme à Rangueil. « Nous avons remarqué que les QPV toulousains bénéficient du dynamisme de la métropole, notamment pour certains quartiers comme les Pradettes ou Nègreneys », note Vincent Rhodes. Reste que, même aux Arènes, le moins mal loti, le revenu médian annuel ne dépasse pas 15 300 euros, très loin de celui de l'unité urbaine toulousaine (22 000 euros). Le Grand Mirail, plus grand quartier prioritaire du pays, est aussi le plus pauvre de l'unité urbaine toulou-



saine, avec un revenu médian annuel n'excédant pas 12 500 euros. « À situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle », estime Franck Biasotto, maire du quartier (LREM) et adjoint chargé du logement à la Métropole. « Il faut d'abord montrer l'exemple en permettant l'accès des jeunes de ces quartiers à la formation, aux stages mais également réaliser un accompagnement en matière d'éducation et faire de la prévention

« Pas de solution miracle, mais de multiples actions »

face aux problèmes de santé : toutes les questions sont liées. » Si la municipalité a sa part, c'est surtout l'État qui mène les politiques de la ville. À la Direction régionale de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), Pascal Étienne égrène les dispositifs : « Nous finançons des emplois d'adultes relais, des services civiques, travaillons avec la direction du travail, avec les écoles de la deuxième chance. » Pas de quoi rassurer Hassan Aït Saïd, directeur du centre social Partage Faourette : « Il reste énormément à faire, bien plus que simplement repeindre les façades des immeubles ». Le responsable concède qu'il « n'y a pas de solution miracle, mais des multiples actions ». Ici, la baisse des financements pour les contrats aidés a été douloureuse : « Nous travaillons en flux tendu », estime Hassan Aït Saïd. L'association Partage oeuvre pourtant sur l'accès aux droits, première condition de survie des plus précaires. Elle tente de mobiliser les habitants pour qu'ils revendiquent les leurs, « à commencer par celui d'être considéré comme tout le monde », en relevant non plus d'une politique de la ville spécifique mais du droit commun et des ministères traditionnels. C'est vers cette orientation que semble désormais tendre l'exécutif national. Un programme de construction de crèches et la création d'une bourse aux stages pour les jeunes ont été annoncés tandis qu'un appel à financement était lancé auprès des grandes entreprises. À voir comment cet engagement sera traduit dans le plan national de lutte contre la pauvreté repoussé à l'automne.

Grégoire Souchay ✍

À LA LOUPE

Allons enfants de la RÉGION

BLEUS. Âgés de 15 à 29 ans, les 158 membres du nouveau Conseil régional des jeunes Occitanie viennent d'être désignés pour deux ans. Un mandat qu'ils espèrent utile.



La composition du Conseil régional des jeunes (CRJ) se veut équilibrée : ses 158 membres ont été tirés au sort parmi près de 1200 candidatures, en respectant des principes de parité femmes-hommes, de représentativité des territoires et de diversité des parcours. « Son fonctionnement sera similaire à celui d'un Conseil régional classique, avec des séances plénières et des réunions en commission », explique Maxime Dinnat, jeune conseiller régional de 19 ans, étudiant à l'Insa de Toulouse. Parmi la dizaine de sujets de travail identifiés le 9 juin dernier lors de la session d'installation du CRJ, il a choisi la santé et l'orientation. Durant son mandat de deux ans, il ne compte pas afficher ses préférences politiques, car « ce conseil n'a pas vocation à devenir une instance de représen-

tation et d'expression d'opinions partisans ou religieuses. » « L'idée est que nous puissions avoir une dynamique de travail unie et solidaire », insiste-t-il. Élaborées entre pairs et partagées sur une plateforme en ligne citoyenne, les propositions des jeunes conseillers régionaux seront ensuite soumises aux membres du Conseil régional. « On nous a certifié que notre titre n'était pas là pour faire joli et que nous aurions notamment un budget pour organiser des événements », témoigne Alizée Di Bernardo, jeune conseillère régionale de 26 ans. Les cadres d'intervention et les attributions de chacun devraient se préciser d'ici la fin du mois et une nouvelle séance plénière du CRJ est prévue à Montpellier le 10 novembre prochain.

Philippe Salvador ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

Toulouse, RARE SOUTIEN du pacte financier de l'État

CAVALIER SEUL. Le pacte financier proposé par l'État aux collectivités n'en finit pas de provoquer la gronde des élus locaux, dont les principaux représentants ont boycotté la Conférence nationale des territoires. Dans ce concert de critiques, Jean-Luc Moudenc, partisan assumé de la démarche, fait figure d'exception.

Créée par Emmanuel Macron pour instaurer une relation de confiance entre l'État et les collectivités locales, la Conférence nationale des territoires, dont la deuxième édition a eu lieu le 12 juillet dernier, n'a visiblement pas atteint son objectif. L'Association des maires de France, l'Assemblée des départements et celle des Régions, ont en effet boycotté l'événement afin de protester contre le pacte financier proposé par l'État à 322 collectivités pour limiter la hausse de leurs dépenses de fonctionnement. Alors que ce "contrat de confiance" a regroupé des opposants de tous bords, Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse et président de France Urbaine, l'association des grandes villes et métropoles, est l'une des rares voix à défendre la démarche de l'État.

«Un accord gagnant-gagnant» qui permet selon lui «de protéger le portefeuille des habitants face à des baisses surprises des dotations de l'État». Une position vivement critiquée notamment par le maire Les Républicains de Saint-Étienne Gaël Perdriau, accusant Jean-Luc Moudenc d'avoir «vendu les métropoles au gouvernement». Au niveau local aussi, la Métropole se démarque. Si le Département de la Haute-Garonne a refusé de signer ce contrat, tout comme la Région Occitanie, sa présidente Carole Delga arguant ne pas accepter «cette mise sous tutelle» et ce «retour en arrière sans précédent dans la décentralisation», Toulouse Métropole a fait partie des premiers signataires. Pour Jean-Luc Moudenc, cet accord ne change rien puisque les collectivités seront de toute façon soumises à la limitation de 1,2% de hausse de leurs dépenses. Mais celles qui ont refusé de signer auront des pénalités plus importantes en cas de non-respect du cadre. Justement, pour Michelle Bleuse, élue



écologiste d'opposition, c'est uniquement par crainte d'être plus lourdement punies que 229 collectivités ont finalement signé le pacte. «Au moins, beaucoup d'entre elles ont signalé leur désaccord avec la méthode employée et dénoncé ce contrat qui n'en est pas un. Jean-Luc Moudenc, lui, s'est empressé de montrer sa bonne volonté avec une délibération très rapide en avril, alors qu'il n'y avait pas d'urgence. On peut forcément y voir une volonté opportune de rapprochement avec la majorité en vue des municipales de 2020», estime-t-elle. L'ancien maire socialiste Pierre Cohen, aujourd'hui membre de Génération.s, valide cette thèse mais va plus loin : «Ce n'est pas de l'électoratisme. Cela atteste d'une vraie adhésion de fond à la vision libérale d'Emmanuel Macron dans laquelle la puissance publique n'a plus son rôle à jouer.» De son côté, Jean-Luc Moudenc assure faire ses choix «en toute indépendance, sans être opposant ou soutien systématique du président de la République».

Nicolas Mathé ✍



DÉCÈS D'ALAIN FAURÉ, ancien député de l'Ariège

Ancien député socialiste de la deuxième circonscription de l'Ariège, Alain Fauré est décédé jeudi 12 juillet à l'âge de 56 ans. Le chef d'entreprise avait été élu en 2012 avant d'être battu cinq ans plus tard. Il avait alors annoncé son retrait de la vie politique.

POLITIC' PORTRAIT

Thierry COTELLE

L'antilibéral



«La politique pour servir et non pour devenir» pourrait être le slogan de campagne de Thierry Cotelle, qui annonce clairement sa candidature pour les élections municipales de 2020.

Thierry Cotelle se dit aujourd'hui accompli, tant au niveau professionnel que politique. «Même si je ne considère pas le second comme devant être un outil de devenir pour un élu, mais plutôt comme un moyen de servir les concitoyens.» D'ailleurs, l'homme assure, parallèlement à son mandat de conseiller régional, un poste de directeur général d'une PME de 200 salariés spécialisée dans l'aéronautique. «Ma carrière, je la construis dans le monde du travail. La politique n'est pas un métier mais une fonction», précise Thierry Cotelle.

Pourtant, la chose politique l'a intéressée très tôt : «En CM2, je faisais déjà mes rédactions libres sur l'exil des Espagnols fuyant le franquisme.» À un âge où les enfants se passionnent pour les aventuriers et autres cow-boys, ceux qui se battent pour leurs idées sont ses héros.

Mais c'est en 1981, lors de la campagne de François Mitterrand pour les présidentielles, qu'il s'engage et milite auprès des jeunes socialistes. Il a alors 15 ans et défend un idéal social, le même qu'il revendique encore aujourd'hui, «loin du néolibéralisme». C'est d'ailleurs pour cela qu'il quittera le Parti socialiste en 1993, pour le Mouvement républicain et citoyen de Jean-Pierre Chevènement, dont il est actuellement le secrétaire départemental. «Le PS est lui-même dissident du socialisme par le tournant libéral qu'il a pris depuis le traité de Maastricht», estime-t-il.

Il a fait pourtant partie de l'équipe municipale et métropolitaine sous le mandat de Pierre Cohen, prônant l'union de la gauche. Il a participé notamment à la création de Toulouse Métropole Emploi, structure assurant les clauses sociales dans les marchés publics. Une union vite consommée puisqu'il a présenté en 2012, sa candidature aux élections législatives dans la 9^e circonscription face au poulain socialiste Christophe Borgel. «Je n'ai rien contre lui, mais je n'ai pas aimé son parachutage commandité par Martine Aubry», se justifie-t-il.

Quatre ans plus tard, c'est au Conseil régional que l'on retrouve Thierry Cotelle, en charge de la mise en place de la nouvelle Agence de l'énergie et du climat. Mais, s'il ne prend pas son mandat à la légère, c'est déjà vers d'autres horizons que son regard se porte. Vers le Capitole, qu'il déclare ouvertement briguer.

Séverine Sarrat ✍



LE LIDO, tout l'art de l'équilibre

EN SCÈNE. Rencontre sous le chapiteau du Lido, le centre des arts du cirque de Toulouse. Des professionnels du monde entier viennent s'y former. De même que des amateurs de tout âge. C'est d'ailleurs pour eux que l'épopée a commencé il y a près de 35 ans dans un ancien cinéma.

En sortant du métro Argoulets, la vue sur le Lido est imprenable. Le chapiteau blanc fait face, majestueux, avec ses mâts qui se dressent vers le ciel. Depuis dix ans, il abrite le centre des arts du cirque de Toulouse. Ici, amateurs et professionnels s'exercent, répètent, inventent... Juché sur une tige de métal, un homme cherche son équilibre. Tandis qu'une jeune femme pose ses mains sur deux cales surélevées et déplie ses jambes lentement. Tête en bas, elle se sert d'un bras comme balancier, doucement, au millimètre. Si besoin, son professeur est là pour la repositionner. En face, une équilibriste saisit deux lanières et se hisse, basculant à l'envers, corps tendu jusqu'aux pointes des pieds. Sous l'œil d'un intervenant venu du Québec pour dispenser quelques cours.

Le centre des arts du cirque de Toulouse propose une formation sur trois ans à une quarantaine d'élèves. Pour les 15 places de première année, 300 demandes affluent du monde entier. Assis dans la salle de spectacles, qui

leur permet de répéter en conditions réelles, le directeur Francis Rougemont essaie de résumer la spécificité du lieu : « *Ce ne sont pas seulement des temps d'apprentissage d'élèves à professeurs ou des techniques de cirque... Nos étudiants ont déjà un bagage et ils viennent travailler leur attitude sur scène, leur sincérité artistique. Pour sortir ce qu'ils ont dans les tripes.* » Tandis qu'il explique, Émilie, une Chilienne de 27 ans, grimpe le long d'une corde lisse et se met à voltiger autour.

« *Qu'est-ce qui fait que l'on se souvient d'un artiste ? C'est ce qu'il nous communique, ce qu'il a dans le ventre* », reprend le directeur. Et pour trouver cela, il faut d'abord déconstruire, se mettre à nu. « *Les élèves arrivent avec des schémas, des modèles, mais le travail de la première année est de se débarrasser de tout cela pour se rapprocher d'eux-mêmes* », confirme Marie-Céline Daubagna, responsable pédagogique. « *Il faut aller chercher en soi. On en sort plus de questions que de réponses* », assure Mariano, un ancien élève argentin qui mixe cerceaux aériens et théâtre.

« *En deuxième année, ils élaborent le langage qui les caractérise, comme un peintre qui affine son trait* », reprend Marie-Céline Daubagna. « *Tout en acquérant une maîtrise technique forte, les élèves sont dans un champ de recherche personnelle. On leur propose des chemins pédagogiques et artistiques, à eux de les expérimenter. On leur donne des outils* », ajoute Ezra Groenen, professeure d'aérien.

Quant à la troisième année, elle est non obligatoire et axée sur l'insertion. Il existe aussi des sessions de formation continue. Un suivi montre que, dix ans

après leur sortie, 85% des anciens du Lido sont encore dans le métier.

La même pédagogie est appliquée au secteur amateur, qui compte 350 adultes et enfants. C'est d'ailleurs de lui que tout émane... Il faut remonter aux premiers ateliers, biberonnés à l'éducation populaire et dispensés au début des années 1980 au centre

Saint-Exupéry, sur l'avenue du même nom, « *dans un ancien cinéma baptisé Le Lido* », souligne Marie-Céline Daubagna.

« *On voyait le cirque comme un acte éducatif, citoyen* », rappelle le directeur. Et de citer son prédécesseur, Henri Guichard,

qui a forgé la structure. Leur projet visait la réalisation de l'enfant : « *Ce n'était pas pour qu'il sache faire du trapèze, mais pour qu'il s'éclate sur un trapèze !* » Pas question de formater, de donner des critères de jugement. Si l'école est désormais portée par une association financée par la Ville de Toulouse, la Direction régionale des affaires culturelles et la Région, le secteur amateur, lui, est resté une régie municipale. Chose rare, Toulouse dispose même d'une élue au cirque, Marthe Marti. « *Le Lido doit évoluer, il devrait être diplômant. Nous sommes entrés dans un processus visant à devenir une école nationale du cirque* », annonce-t-elle. Pour se plonger dans cet univers, il est possible d'assister aux essais cirque des élèves, chaque mercredi soir.

« *Le cirque comme un acte éducatif, citoyen* »

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr



Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE
Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

LIQUIDATIONS

N° PC : 2018RJ0454

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur LASSALLE Saka Kafi** 10 rue du Cher 31100 TOULOUSE RM 534 435 292 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD Date de cessation des paiements le 07/08/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0455

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur ALI MOHAMED NACEUR** 6 IMP COLLENOT 31400 TOULOUSE RM 498 434 752 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 21/11/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0464

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur GUERRA Jacques** 1 rue Jean Moulin 31830 PLAISANCE-DU-TOUCH Poissonnerie RCS 383 422 961 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 02/06/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0446

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **la SAS LEVYDESIGN** 132 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE meubles, canapés, literie, biens électro ménagers RCS 825 241 730 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. BLATCHE Date de cessation des paiements le 31/12/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0465

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **la SARL AU FIL DU BOIS** 33 B rue des Ormes 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE Fabrication et pose de menuiseries bois ainsi que le négoce RCS 821 889 177 liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. FANTINI Date de cessation des paiements le 05/01/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0456

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SAS LOCX SECURITE** 3 rue Marguerite Dilhan Saint Martin du Touch 31300 TOULOUSE Surveillance humaine et électronique, gardiennage de biens et locaux et de personnes RCS 823 861 166 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. BLATCHE Date de cessation des paiements le 30/06/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0463

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **la SARL JPB** 14 rue de la Résistance 31800 SAINT-GAUDENS Achat, vente de tous véhicules neufs, d'occasion, de collection. RCS 529 275 752 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0466

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **la SARL CYCLEAUJETS** 2 rue du Languedoc 31000 TOULOUSE Entretien corporel avec achat et vente de produits de soins. RCS 795 317 270 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Date de cessation des paiements le 05/04/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0467

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **la SARL NEWCOHL** 7 impasse Honoré Daumier 31200 TOULOUSE Commerce de tous produits diététiques, naturels et biologiques, RCS 830 423 265 liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 05/02/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0477

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL MUSE MEDIA** 1 rue des Pénitents Blancs 31000 TOULOUSE La création, la conception et le marketing de produits multimédia, RCS 529 941 387 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. FANTINI Date de cessation des paiements le 08/11/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0457

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur AÏHONNOU Yves Arnaud Auracio** 15 chemin du Canal Résidence les Platanes Porte 23 31400 TOULOUSE Transports publics routiers de marchandises avec véhicules de -3,5 T, location de véhicules industriels avec conducteur avec des véhicules de - de 3,5 T. RCS 530 779 065 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 23/08/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0445

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL GTF** 55 rue Louis Plana Appartement 132 31500 TOULOUSE Tous travaux de construction métallique, bardage, couverture, peinture RCS 807 488 440 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. BLATCHE Date de cessation des paiements le 29/05/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0472

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur NGOM Malick** 39 Grand Faubourg 31590 VERFEIL Vente de produits alimentaires et bois-sous. RCS 793 794 140 liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Date de cessation des paiements le 28/02/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0470

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **Monsieur SALLAYONNEL Antony** 26 rue Varsovie 31300 TOULOUSE plomberie, chauffage RM 528 888 217 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. FANTINI Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0447

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **la SAS SDTL EXPRESS SASU** 121 bis route de Paris 31140 AUCAMVILLE Transport public routier de marchandises avec des véhicules de -3.5 tonnes. RCS 817 888 076 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0462

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **Monsieur BIANCHIN Romain** rue de la Fontaine 31160 ENCAUSSE-LES-THERMES Bar (licence IV), restaurant et occasionnellement plats à emporter. RCS 532 337 300 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Yann BRANCO-FERNADES 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD Date de cessation des paiements le 15/05/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0468

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **la SARL EMILY** 7 B rue de la Mairie 31490 BRAX Alimentation générale, activité de bouche. RCS 820 284 370 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. FANTINI Date de cessation des paiements le 01/12/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0469

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **la SAS TETRIS MEDICAL** 2 bis chemin de Candie 31120 PORTET-SUR-GARONNE Négoce de tous produits notamment de micro chirurgie et d'implants. RCS 798 489 753 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Date de cessation des paiements le 31/10/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0444

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire sur résolution de plan à l'égard de **Monsieur ROMANOS-CONTINENTE Stéphane** 2410 route de Muret 31470 SAINT-LYS Activité de gardiennage et de surveillance (prestations de services). RCS 452 565 542 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD Date de cessation des paiements le 20/04/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC/2018RJ0035

Jugement du 03/07/2018 : conversion en liquidation judiciaire de **La SARL CHEMINES 31** 3 rue Henri Mayer Zone Industrielle Thibaud 31100 TOULOUSE liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 RCS 421 323 981

N° PC : 2018RJ0471

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **la SAS ACO-GROUPE** 12 rue du Grand Vigne 31140 SAINT-LOUP-CAMMAS Bâtiment, travaux publics, génie civils RCS 822 459 079 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. COSSET Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.creditors-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0210

Jugement du 03/07/2018 : conversion en liquidation judiciaire de **La SARL MILLET** lieu-dit Saint-Pé 31800 VILLE-NEUVE-DE-RIVIERE liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Yann BRANCO-FERNADES 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS RCS 517 436 804

N° PC : 2018RJ0339

Jugement du 03/07/2018 : conversion en liquidation judiciaire de **La SAS TETRA PROTECTION SERVICES** 71 rue Ampère PROLOGUE 2 31670 LA-BEGE liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 RCS 822 681 516

N° PC : 2018RJ0340

Jugement du 03/07/2018 : conversion en liquidation judiciaire de **La SARL PASTA NOSTRA** 35 rue de la République 31800 SAINT-GAUDENS liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS RCS 821 566 122

N° PC : 2018RJ0101

Jugement du 05/07/2018 : conversion en liquidation judiciaire de **la SASU LE CR7** 88 allée Jean Jaurès 31000 TOULOUSE liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 RCS 812 992 725

N° PC : 2018RJ0362

Jugement du 05/07/2018 : conversion en liquidation judiciaire de **La SAS PENAS AUTO** 15 chemin de la Crabe 31300 TOULOUSE liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE RCS 811 541 036

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

L'INFORMATION LÉGALE SUR LES ENTREPRISES

Les Greffes des Tribunaux de Commerce

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE

Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.

Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

REDRESSEMENTS

N° PC : 2018RJ0448

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SAS AIRBORNE CONCEPT** 135 avenue du Comminges Aéroport Toulouse Francazal 31270 CUGNAUX Activités aéronautiques, conception vente de drones. RCS 799 825 443 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0459

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SAS O.H.P** 3 impasse Jean Damoyssel ZI THIBAUD 31100 TOULOUSE Import-Export. Commerce de produits alimentaires spécialisés divers. RCS 820 412 815 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD Date de cessation des paiements le 05/09/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0449

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **la SARL SPRE** lotissement les Moulins du Soleil 31560 CAIGNAC Détenition de titres de participation. RCS 534 368 907 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0450

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL LLUMISPOT** 40 chemin du Prat Long 31200 TOULOUSE négoce en gros, en France et à l'étranger, de tous matériels d'éclairage et l'électricité. RCS 352 744 676 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 01/06/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0473

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SAS SPATIUM SAS** 7 avenue Didier Daurat 31700 BLAGNAC Agent commercial, la promotion, le développement commercial, l'étude et le négoce de tout article et produits marchands non réglementés. RCS 824 768 055 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. BLATCHE Date de cessation des paiements le 13/03/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0451

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL TURKI** 6 allée Henri Sellier 31400 TOULOUSE Transport public routier de marchandises, location de véhicules industriels avec conducteur. RCS 513 261 164 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0452

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL LA PYRENE** boulevard de Gascogne Place du Commerce 31110 SAINT-MAMET d'alimentation générale. RCS 814 009 874 mandataire judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD Date de cessation des paiements le 01/01/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0474

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SAS STATION CLEAN** 3 rue Antoine Laurent de Lavoisier 31700 BLAGNAC Conseil en matière d'hygiène à destination de professionnels. RCS 808 131 734 mandataire judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ Date de cessation des paiements le 01/03/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0458

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL AGS** 13 bis impasse de la Flambère 31300 TOULOUSE Nettoyage et entretien de bâtiments, débarras, petits travaux de bricolage. RCS 812 159 796 mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 21/02/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0460

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL BATTI-POSE** 99 route d'Espagne Les Portes d'Espagne, Bâtiment B 31100 TOULOUSE Maçonnerie générale, charpente, couverture. RCS 808 446 637 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. MOLVOT Date de cessation des paiements le 21/11/2017. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0476

Jugement du 05/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **Mademoiselle TREMOULET Justine** chemin du Pradas 31410 MAUZAC Coiffure et vente de produits. RCS 812 654 028 mandataire judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD Date de cessation des paiements le 30/03/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2018RJ0461

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SAS HAIM TRANSPORT** 13 rue Vincent Van Gogh 31100 TOULOUSE Transport public routier de personnes avec véhicules de moins de 9 places, achat vente et location de véhicules. RCS 820 988 681 mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIES EVRARD Date de cessation des paiements le 22/01/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

DIVERS

N° PC : 2018RJ0453

Jugement du 03/07/2018 : ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de **la SARL HOTEL DES BEAUX ARTS** 1 place du Pont Neuf 31000 TOULOUSE Hôtel, bar licence IV. RCS 814 277 794 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Administrateur : la SELARL VINCENT MEQUINION ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE prise en la personne de Me Vincent MEQUINION 12 rue Saint-Bernard 31000 TOULOUSE mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion Juge-commissaire : M. BLATCHE

Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC

N° PC : 2017RJ0028

Jugement du 05/07/2018 : Arrêtant le plan de sauvegarde de **SARL S.M.V.E.** 9 avenue de la Mouyssaguèse 31280 DREMIL-LAFAGE Commissaire à l'exécution du plan : la SCP CAVIGLIOLI-BARON-FOURQUIE prise en la personne de Me FOURQUIE 10 rue d'Alsace-Lorraine 31000 TOULOUSE RCS 400 896 973

N° PC : 2010 RJ 281

Conformément à l'article R. 643-6 du code de commerce, les créanciers et l'adjudicataire sont informés du dépôt au Greffe par Maître REY de l'état de collocation de la liquidation judiciaire de : **Monsieur NAVARANJAN Sinnathurai** 174 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE Pour un immeuble situé à 30 rue Pierre et Marie CURIE - 31140 AUCAMVILLE Les contestations sont formées dans le délai de 30 jours à compter de l'insertion au BODACC par déclaration au Greffe du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE

N° PC : 2017RJ0963

Jugement en date du 03/07/2018 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de Mademoiselle LASLA Soraya 37 rue de la Faourette 31100 TOULOUSE gérant de **La SARL PEINTURE MODERNE** RCS 753 032 051

N° PC : 2017RJ0654

Jugement en date du 03/07/2018 : jugement d'interdiction de gérer 8 ans à l'encontre de Monsieur HENDI Boualem 30 allée de Pouliguen 31770 COLOMIERS gérant de **la SARLU SEENS** RCS 789 464 344

N° PC : 2017EX0049 (GTC Bobigny)

Jugement du 26/06/2018 arrêtant le plan de cession de la **NOUVELLES PERFORMANCES NUMERIQUES** 91 rue Robespierre 93100 MONTREUIL RCS : 352 493 985

N° PC : 2018RJ0443

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE DATE : 05/07/2018 Jugement d'extention de la procédure de liquidation judiciaire de la **SARL GROUPE DEZON PROMOTION** à Monsieur DEZON Thierry Jean André 38 chemin des Argoulets 31500 TOULOUSE Promotion immobilière. RCS : 344.443.759 liquidateur judiciaire : SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC

N° PC : 2015RJ0501

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE Jugement du Tribunal de Commerce de Toulouse du 05/07/2018 étendant la procédure de liquidation judiciaire de la SARL GROUPE DEZON PROMOTION à SCS LE MONTUS (RCS Toulouse 493.703.490), SCS LA CAHUSSE (RCS Toulouse 488.648.882), SCS RESIDENCE LES VILLAS DE LA ROSERAIE (RCS Toulouse 487.515.363), SCS LES BUREAUX DE SAINT-JEAN (RCS Toulouse 493.597.868), SCS LE DOMAINE DES NYMPHES (RCS Toulouse 501.248.272), SNC LES JARDINS DE GENIBRAT (RCS Toulouse 501.306.344), SCS LES JARDINS DE SEGOUFIELLE (RCS Toulouse 490.314.846), SCS RESIDENCES LES CARILLONS (RCS Toulouse 488.651.092), SCS RION DES LANDES (RCS Toulouse 500.125.091), SCS LE CLOS DU VALLON (RCS Toulouse 500.925.052), SCS LOTISSEMENT LES JARDINS DE GABARDIE (RCS Toulouse 484.276.498), SCS 3D PROMOTION-RESIDENCE BEL AIR (RCS Toulouse 480.489.327), SCS LA RESIDENCE DU MARQUISAT (RCS Toulouse 491.330.627), SCS LE CLOS DES VIGNES (RCS Toulouse 500.125.174), SNC BORDEAUX LAC (RCS Toulouse 500.924.055), SNC LA RESIDENCE DES COLOMBIERS (RCS Toulouse 500.301.213), SCS LA RESIDENCE LES VILLAGEOISES (RCS Toulouse 484.307.251), SCS LES BERGES DU CANAL (RCS Toulouse 492.387.105), SCI RESIDENCE LE HAMEAU DE LA SOURCE (RCS Toulouse 498.311.380) SCI LE CLOS DES MOULINS (RCS Toulouse 490.807.393), SCI LE CARRE DES MARAICHERS (RCS Toulouse 504.458.118) SCI SAINT GEORGES TD (RCS Toulouse :479.230.922), SCI LES JARDINS DE GARONNE (RCS Toulouse 477.815.500), SCI BARDOS SENIORRESIDENCE (RCS Toulouse 497.682.633), SARL STRUCTURE DIFFUSION (RCS Toulouse 438.922.817), SCCV LA RESIDENCE (RCS Toulouse 507.383.669) SCI PATRIMOINE ET INVESTISSEMENT (RCS Toulouse 418.190.591), SCI POLKA (RCS Toulouse 491.414.082), SARL CAROLIS (RCS Toulouse 488.715.624), Monsieur Thierry DEZON (RCS Toulouse 344.443.759) 38 CHEMIN DES ARGOULETS 31500 TOULOUSE Liquidateur la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 Rue Amélie - CS 98034 - 31080 TOULOUSE CEDEX 6 Les créanciers de Monsieur Thierry DEZON sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com> , dans les deux mois suivant la publicité au BODACC

CONSTITUTIONS

Patrick PARTOUCHE

Avocat
9 Chemin de nicol
31200 - TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing-privé en date à Toulouse du 12 Juillet 2018, il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : RESPIR
Forme : Société par Actions Simplifiée
Capital social : 6 000 € en numéraire intégralement libéré.

Objet : la société a pour objet :
- la location de salles de façon permanente ou ponctuelle pour toutes sortes d'activités ou d'événements, tels que des activités sportives et artistiques notamment pour des activités de sophrologie, médecines douces, etc.... Des conférences, des séminaires

- l'organisation d'événements de toutes natures tant pour le compte de particuliers que pour des professionnels
- l'organisation de cours de sophrologie, gymnastiques et de méditation et de façon plus générale des cours en relation avec le bien-être de la personne,
- accessoirement la vente de produits rattachés aux sports et au bien-être.

Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Siège social : 5 Rue de Lavoisier - (31700) BLAGNAC

Cession d'actions : Toutes les cessions d'actions, à l'exception des cessions d'actions entre associés, sont soumises à un droit de préemption. Elles sont soumises à un agrément, à l'exception des cessions entre associés. Les actions sont inaliénables au profit de tiers, pendant une durée de 6 mois à compter de leur acquisition ou de leur souscription.

Exercice du droit de vote : tout associé a droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par consultation écrite, par voie de téléconférence, téléphonique ou audiovisuelle, dans les conditions prévues par la loi et les statuts, quelque soit le nombre de ses actions au jour de la décision collective. Chaque action donne droit à une voix.

Président : Madame Béatrice CAYOL demeurant 15 Rue Virgile à BLAGNAC (31700)

Immatriculation : R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing-privé en date à Toulouse du 16 juillet 2018, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination sociale : DESLA- Forme sociale : Société à responsabilité limitée à associé unique- Siège social : 2, Boulevard de Strasbourg - 31000 TOULOUSE.- Objet social : la prise de participation, le placement financier et la filialisation de sociétés existantes ou à créer, françaises ou étrangères ; la détention, la réception, l'échange, la gestion et plus généralement, tous actes d'administration et de disposition portant sur des titres et des valeurs mobilières ; la gestion et l'animation, sous toutes formes appropriées, de ses participations et de ses sociétés filiales ; le conseil et l'assistance au plan financier, stratégique, commercial, organisationnel, ainsi que la direction des sociétés ayant avec la Société des liens de capital directs ou indirects ; la fourniture de prestations administratives, techniques, commerciales, comptables et la gestion d'opérations de trésorerie avec ces sociétés ; la prise, l'acquisition, l'exploitation, la licence ou la cession de tous procédés, brevets, marques ou autres titres de propriété industrielle ou littéraire et artistique concernant ces activités ; la participation directe ou indirecte dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ; le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement ; et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout patrimoine social.- Durée de la Société : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS - Capital social : 62 000 Euros - Gérance : Monsieur Nicolas DES-SART, demeurant 163, Avenue Jean Rieux - 31500 TOULOUSE. Immatriculation : RCS de Toulouse.

La Gérance,

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : FLOREL
FORME : Société civile immobilière
SIEGE SOCIAL : 71, rue Lucien Casagne - 31390 CARBONNE
OBJET : acquisition de locaux nus, et tous actes immobiliers, location DUREE : 99 ans
CAPITAL : 1 000 euros
GERANT : Monsieur Florent BERNIER demeurant 73 rue du 8 mai 1945 31220 Lavelanet de Comminges
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis,

Pour vos demandes
de DEVIS

32 Rue Riquet • 31000 Toulouse

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

09 83 27 51 41





Edouard JUNG
Avocat à la Cour
1bis, rue du Languedoc
31000 TOULOUSE

COEURS DE VIGNE

Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 2 000 €
Siège social : 30 bis, avenue des Églantiers
31120 ROQUES SUR GARONNE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous-seing-privé en date à Toulouse du 1er juillet 2018, est constituée la société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : CŒURS DE VIGNE
Forme sociale : société par actions simplifiée unipersonnelle
Siège social : 30 bis, avenue des Églantiers – 31120 ROQUES SUR GARONNE
Capital social : 2 000 €
Durée : 99 ans à compter de la date de son immatriculation au RCS
Objet :
- La commercialisation et la distribution, sous toutes ses formes notamment à titre d'agent commercial, de distributeur et d'importateur, de toutes boissons alcoolisées ou non, de tous produits alimentaires et de tous équipements et fournitures pour la sommellerie et la restauration.
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à l'objet social.
Apports : 2 000 € en numéraire
Président : Monsieur Frédéric VERDIER demeurant 30 bis, avenue des Églantiers – 31120 ROQUES SUR GARONNE
Immatriculation : au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

Pour insertion

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 11 juillet 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par actions simplifiée à associé unique
DENOMINATION : CKD PRESTIGE
CAPITAL : 1 000 euros
SIÈGE : 5 Esplanade Compans Caffarelli, CS 57130, Bâtiment A, 31071 TOULOUSE CEDEX 7
OBJET : le transport de personnes en voiture de transport avec chauffeur (VTC) dans des véhicules de moins de 9 places ainsi que toutes autres activités pouvant s'y rattacher directement ou indirectement
DUREE : 99 Années
ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT DES CESSIONS : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
ORGANES SOCIAUX
Nomination sans limitation de durée.
Président : Monsieur DAHAR Kada, demeurant 21 Passage Albert Camus, 31100 TOULOUSE
IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion,

LE NATURA
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 5 000 €
Siège social : 6 rue Lacrosses
31000 Toulouse

Suivant acte sous seing privé en date du 17 juillet 2018, à Toulouse, il a été constituée une société par actions simplifiée dont les caractéristiques sont les suivantes :
Dénomination sociale : LE NATURA
Capital social : 5000 €, divisé en 500 actions de numéraire libérées de leur valeur nominale.
Siège social : 6 rue Lascrosses 31000 Toulouse
Clôture exercice social : 30 juin
Objet : La société a pour objet l'exploitation d'un commerce de détail d'alimentation générale et produits non alimentaires, d'épicerie, de vente de sandwichs, plats et boissons non alcoolisées sur place et à emporter et de boissons alcoolisées à emporter.

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Président : Monsieur LEGROS Guillaume, de nationalité Française, né le 13/04/1987 à Abidjan (Côte d'Ivoire) demeurant 21 rue Simone Boudet- Résidence Le Prairial Appt 25 31200 Toulouse.
Directeur Général : Monsieur BOUBEKA Cédric, de nationalité Française, né le 08/07/1981 à Montbéliard (25) demeurant 36 rue Rivals 31770 Colomiers.
La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis.

LES TONTONS BUEURS

Société par actions simplifiée au capital de 120 euros
Siège social : 62 avenue des Pyrénées, 31240 L'Union

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à L'Union du 4 juillet 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : LES TONTONS BUEURS
Siège : 62 avenue des Pyrénées, 31240 L'Union Capital : 120 euros
Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Objet : Achat de raisin destiné à la vinification. Elaboration et vente de vins, rouge, blanc et rosé, mousseux et tranquille en France et à l'étranger par tout moyen de commercialisation existants ou futurs.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Gilles Hourquet, demeurant 18 rue du Bengali, 31240 L'Union
Directeur Général : Gilles Gasne, demeurant 13 allé Victor Hugo, 31850 Montrabé
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse

POUR AVIS
Le Président

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Menville le 08/06/2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : CHRIS
Forme sociale : Société par actions simplifiée Unipersonnelle,
Siège social : 10 rue des Figuiers 31530 MENVILLE,
Objet social : Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés,
Capital social : 500 euros libérés en totalité,
Agrément : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément des actionnaires,
Exercice du droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.
Président : M. VEGA Christophe, né le 21/09/1970 à Toulouse (31), Demeurant au 10 rue des Figuiers 31530 MENVILLE
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis,
Le Président

Suivant acte sous seing privé en date du 17/07/2018, il a été constitué, sous la dénomination La Topina, une société coopérative et participative à responsabilité limitée régie par la loi n° 78-463 du 19 juillet 1978 et les dispositions réglementaires en vigueur, dont le siège social est 127 Bd Déodat de SEVERAC, 31300 TOULOUSE ; l'objet social étant Restauration traditionnelle, livraison à domicile, restauration rapide, snack, glaces, boissons ; d'une durée de 99 ans à compter de l'immatriculation de la société au RCS, dont le capital social initial s'élève à 800 €. Le capital variable ne peut être inférieur ni à 700 € ni, par le jeu de la variabilité, au quart du capital le plus élevé atteint par la Scop depuis sa création. Les parts ne sont pas numérotées. Le capital est divisé en parts de 20 € chacune de valeur nominale. Gérant : Florent SALINIE, demeurant 127 Bd Déodat de SEVERAC, 31300 TOULOUSE. Immatriculé au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,
Le Gérant de la Scop

Avis de constitution

FORME : Société à Responsabilité Limitée à associé unique
DENOMINATION : YASMYNESS COIFFURE
SIÈGE SOCIAL : 65 Allée de Bellefontaine 31100 TOULOUSE
OBJET : Salon de coiffure femme et autres activités annexes
DUREE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS
CAPITAL SOCIAL : 16 000 € divisé en 100 parts de 160 €
GÉRANCE : Madame BOUTERAA Mouna, demeurant 2 Chemin de la Passerelle, 31770 COLOMIERS
IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour avis,
La Gérance

CALIO

Société à responsabilité limitée
Au capital de 500 euros
Siège social : 55 Boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à TOULOUSE du 04/07/2018, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : CALIO
Siège social : 55 Boulevard de Strasbourg, 31000 TOULOUSE
Objet social : Conseil en stratégie d'entreprises, et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 500 euros
Gérance : Madame Audrey CABRERA, demeurant 55 Boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE, a été nommé gérante
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE

Pour avis
La Gérance

Aux termes d'un acte de sous seing privé en date du 18 Juillet 2018 Il a été constituée une société avec les caractéristiques suivantes :
Dénomination : SLPJ
Forme : SARL
Capital social : 60 000 € libéré à hauteur de 14 000 €
Siège social : 16 Rue Gambetta 31000 TOULOUSE
La société a pour objet : exploitation de tous fonds de commerce de La restauration à consommer sur place et à emporter, sandwicherie, viennoiserie, brioche, vente sur place et à emporter de plats cuisinés chauds ou froids, vente sur place et à emporter de boissons chaudes ou froides, glacier et salon de thé, épicerie, vente de vin et autres produits d'alimentation, prise de participation dans toutes sociétés ayant une activité similaire ou connexe
Durée de la société : 99 années
Gérance : Sont nommés en qualité de co-gérants Monsieur BOUE Sébastien domicilié au 15 rue Léo Lagrange 31390 CARBONNE et Monsieur GAILLAGOT Christophe domicilié au 31 rue de Metz 31000 TOULOUSE
En cours d'immatriculation au RCS de Toulouse

Par Assp du 12.7.2018, il a été constituée une SCI dénommée: SCI DKTM. Capital: 40€. Siège: 1006 route de Montjoire, 31660 Bessières. Objet: achat, location de biens immobiliers. Durée: 99 ans. Gérance: Mr ETHEVE David, 80 Avenue du pont, 31660 Bessières. Cession de parts sociales: les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément. Immatriculation au RCS de Toulouse

TRANSFERTS DE SIÈGE

CEMAP GESTION
SARL au capital de 2.802.900 Euros
696 rue de Cagny
RCS AMIENS 489 298 414

Avis

Personne habilitée à engager la société : Monsieur Arnaud PROUVOST, gérant, domicilié à AIGREFEUILLE (31280), 13A chemin de Quint.
Aux termes de l'Assemblée générale extraordinaire du 14 mai 2018, la collectivité des associés a décidé de transférer le siège social de AMIENS (80000), 696 rue de Cagny, à AIGREFEUILLE (31280), 13A chemin de Quint, à compter du 14 mai 2018 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
En conséquence, la société CEMAP GESTION, qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AMIENS, sous le numéro 489 298 414, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis

B2C SPORT Société par actions simplifiée Au capital de 1.500 Euros
RCS 835 141 128 Ancien siège social : 14 chemin d'Audibert, 31200 TOULOUSE
Nouveau siège social : Voie n°5 l'Occitane, ZAC de la Grande Borde, 31670 LABEGE Par décision en date du 02/07/2017 il a été décidé de transférer le siège social de la société B2C SPORT à Voie n°5 l'Occitane, ZAC de la Grande Borde, 31670 LABEGE à partir du 01/07/2018. Président : M. Romain Bourdiol, demeurant 14 chemin d'Audibert Bât A – Appt 10, 31200 Toulouse. Mention en sera faite au RCS de Toulouse.

SCI 2P CONSTRUCTION

Société civile immobilière au capital de 21.750 €
Siège : Quartier Collin 31800 LATOUE 751393992 RCS de TOULOUSE

Par décision de l'AGE du 28/06/2018, il a été décidé de transférer le siège social au 17 Route départementale 817 31800 VILLENEUVE DE RIVIERE. Mention au RCS de TOULOUSE.

TUTU GROUP

SARL au capital de 2000 €
Siège social : 28 Rue Joly
31400 TOULOUSE
839 315 959 RCS de TOULOUSE

Par AGE du 02/07/2018, il a été décidé de transférer le siège social au 28 Rue Maurice Fonvieille 31000 TOULOUSE, à compter du 02/07/2018.
Mention au RCS de TOULOUSE

CESSIONS FONDS DE COMMERCE

Par acte SSP en date du 25/06/2018, enregistré au SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT TOULOUSE 3, le 05/07/2018, Dossier 2018 33322, référence 2018 A 07588, la SAS NOTE BLEUE, au capital de 15.000 euros, ayant son siège social à POUCHARRAMET 31370, lieu-dit Pastelier, 390 231 470 au RCS de TOULOUSE, a cédé à la SARL VIRALGAMES, au capital de 41.000 euros, ayant son siège social à LABEGE Cedex 31673, 1, avenue de l'Occitane, BP 97315, 429 643 489 au RCS de TOULOUSE, un fonds de commerce électronique d'édition, production, distribution, prestations de services et missions liés à Internet et aux réseaux, comprenant la clientèle et l'achalandage y attachés, les contrats clients, la gestion de sites Internet et noms de domaine, servant à l'exploitation du fonds, sis à POUCHARRAMET 31370, lieu-dit Pastelier, au prix de 30.000 euros. La date d'entrée en jouissance est fixée au 25/06/2018. Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales pour la validité au siège du fonds vendu, et pour la correspondance au Cabinet de Maître David SEMHOUN, Avocat, sis à PARIS 75007, 222, boulevard Saint-Germain

VIVA PLAISANCE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 JUIN 2018, enregistré le 3 JUILLET 2018 Au service des Impôts des entreprises de TOULOUSE bureau 3, bordereau numéro 2018 32674, case numéro 2018A07448, la société JD FINANCES, AU CAPITAL DE 20 000,00€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 518 616 073, domiciliée 23, Avenue de Toulouse, 31270 CUGNAUX, représentée par monsieur MARC PICARD.
A cédé à :
Monsieur AHMED WASFI, demeurant au 2, rue de la TOUR 31490 BRAX. 100% des parts sociales de la S.A.R.L VIVA PLAISANCE.
Monsieur AHMED WASFI est nommé, à partir du 1 JUILLET 2018, gérant de la société VIVA PLAISANCE en remplacement de Monsieur JOEL MICOULAUD gérant démissionnaire.
Les statuts sont modifiés et mis à jour.
Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales. Pour la réception des oppositions, élection de domicile est faite tant, pour la correspondance et le renvoi des pièces que pour la validité à Madame Marie ROUBERT, les Pourquières 31 560 NAILLOUX

VIVA CUGNAUX

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 JUIN 2018, enregistré le 3 JUILLET 2018 Au service des Impôts des entreprises de TOULOUSE bureau 3, bordereau numéro 2018 32671, case numéro 2018A07446, la société JD FINANCES, AU CAPITAL DE 20 000,00€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 518 616 073, domiciliée 23, Avenue de Toulouse, 31270 CUGNAUX, représentée par monsieur MARC PICARD.
A cédé à :
Monsieur AHMED WASFI, demeurant au 2, rue de la TOUR 31490 BRAX. 100% des parts sociales de la S.A.R.L VIVA CUGNAUX.
Monsieur AHMED WASFI est nommé, à partir du 1 JUILLET 2018, gérant de la société VIVA CUGNAUX en remplacement de Monsieur JOEL MICOULAUD gérant démissionnaire.
Les statuts sont modifiés et mis à jour.
Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales. Pour la réception des oppositions, élection de domicile est faite tant, pour la correspondance et le renvoi des pièces que pour la validité à Madame Marie ROUBERT, les Pourquières 31 560 NAILLOUX

VIVA MURET

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 JUIN 2018, enregistré le 3 JUILLET 2018 Au service des Impôts des entreprises de TOULOUSE bureau 3, bordereau numéro 2018 32669, case numéro 2018A07445, Monsieur MARC PICARD, propriétaire de 500 parts sociales de la société VIVA MURET, immatriculée R.C.S TOULOUSE : 831 032 107. Siège social : 13, Avenue PIERRE II D'ARAGON 31 600 MURET
A cédé à :
Monsieur AHMED WASFI, demeurant au 2, rue de la TOUR 31490 BRAX. 500 parts sociales soit 100% des parts sociales de la S.A.R.L VIVA MURET. Monsieur AHMED WASFI est nommé, à partir du 1 JUILLET 2018, gérant de la société VIVA MURET en remplacement de Monsieur JOEL MICOULAUD gérant démissionnaire.
Les statuts sont modifiés et mis à jour.
Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales. Pour la réception des oppositions, élection de domicile est faite tant, pour la correspondance et le renvoi des pièces que pour la validité à Madame Marie ROUBERT, les Pourquières 31 560 NAILLOUX

VIVA TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 JUIN 2018, enregistré le 3 JUILLET 2018 Au service des Impôts des entreprises de TOULOUSE bureau 3, bordereau numéro 2018 32667, case numéro 2018A07444, la société JD FINANCES, AU CAPITAL DE 20 000,00€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 518 616 073, domiciliée 23, Avenue de Toulouse, 31270 CUGNAUX, représentée par monsieur MARC PICARD.
A cédé à :
Monsieur AHMED WASFI, demeurant au 2, rue de la TOUR 31490 BRAX. 100% des parts sociales de la S.A.R.L VIVA TOULOUSE. Monsieur AHMED WASFI est nommé, à partir du 1 JUILLET 2018, gérant de la société VIVA TOULOUSE en remplacement de Monsieur JOEL MICOULAUD gérant démissionnaire.
Les statuts sont modifiés et mis à jour.
Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales. Pour la réception des oppositions, élection de domicile est faite tant, pour la correspondance et le renvoi des pièces que pour la validité à Madame Marie ROUBERT, les Pourquières 31 560 NAILLOUX

MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)



AARPI INTERBARREAUX TOULOUSE-PARIS
76, ALLÉES JEAN JAURES
À TOULOUSE
4, AVENUE HOCHÉ À PARIS

SCI JENP

21 avenue des Nobles
à Launaguet 31140
Capital social : 200 €
Numéro SIREN 8290219482

Par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 14 mai 2018 il a été pris acte de la démission de Monsieur Philippe LOUBET ancien co-gérant et du maintien de Monsieur Joël AURIOL demeurant 9, rue Lazare Carnot à Launaguet (31140) désormais seul gérant à compter du 14 mai 2018.
Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

OPEN GRILL

Société par actions simplifiée
Au capital social de 1 000 euros
Siège social : 9 Place André Abbal
31100 TOULOUSE
811 671 536 RCS TOULOUSE

Avis d'insertion

Par délibération en date du 20 juin 2018, les associés de la société OPEN GRILL ont décidé de nommer en qualité de président de la société, à compter du 20 juin 2018, et ce sans limitation de durée :
Monsieur TOUALBIA Ahmed
Né le 22 mai 1983 à EL MATMAR (ALGERIE)
Nationalité algérienne
Demeurant 75 Rue de la Faourette 31100 TOULOUSE
En remplacement de Monsieur MCIRDI Abdelahk, démissionnaire.
L'article 39 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis et insertion

MISS CARTE GRISE SERVICE ADMINISTRATIF,SAS, siège social 70 rue de la Colombette 31000 Toulouse au capital social de 500,00 € immatriculé au RCS sous le n° 827 456 690 00011 - Par décision du Président en date du 13/07/18, il a été pris acte de la nomination de Directeur Généraux : M.BATIOT Jérôme, demeurant 31 bis rue Jules Dalou 31500 Toulouse, M. COLON Steve demeurant 3, rue de la Fonderie 31000 Toulouse et Mme LAULHE Christelle demeurant 27, rue des Coquelicots 31240 L'Union à compter du 13/07/18 pour une durée indéterminée. Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

AHG FIXATIONS
Société par actions simplifiée au capital de 40.000 euros
Siège social : 36 route de Lasbordes – Villa Les Blanchés 31130 FLOURENS
752 136 341 RCS TOULOUSE

Il résulte des décisions de l'associé unique en date du 5 juin 2018 la nomination, à compter de cette date, de Mme Arlette AURIOL, demeurant à FLOURENS (31130), 36 route de Lasbordes, Villa Les Blanchés en qualité de Directeur Général.

Pour avis,

ATELIERS DE LA HAUTE-GARONNE - RIVETS
Société par actions simplifiée au capital de 1.200.000 euros
Siège social : 26 route de Lasbordes BP 73103
31130 FLOURENS CEDEX
321 276 214 RCS TOULOUSE

Il résulte des décisions du Comité de direction en date du 18 juin 2018 la nomination, à compter de cette date, de M. Jean-Marc AURIOL, demeurant à FLOURENS (31130), 36 route de Lasbordes, Villa Les Blanchés en qualité de Directeur Général.

Pour avis,

NATURE HABITAT SCOP
Société coopérative ouvrière de production à responsabilité limitée au capital de 11 200 euros
Siège social : 66 RUE PRINCIPALE 31340 BONDIGOUX
802 191 957 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 29/06/2018, M.TERRIS Michael, demeurant au 7 Bis Chemin de Licard – 31100 TOULOUSE a été nommé en qualité de Gérant en remplacement de M.BERNARD Clément, en raison de sa démission de ses fonctions de gérant.

Pour avis,

TERREAUCIEL SOCIETE COOPERATIVE ET PARTICIPATIVE A RESPONSABILITE LIMITEE A CAPITAL VARIABLE
SIEGE : 108 ROUTE D'ESPAGNE 31100 TOULOUSE
RCS 798487039 TOULOUSE

En date du 25/06/2018, l'assemblée générale a pris acte de l'arrivée à expiration du mandat de gérant de M. Thomas DEVIENNE à compter de ce jour, et a nommé M. Florian CHAMPOUX demeurant 51 avenue de l'URSS, 31400 Toulouse et de M. Laurent ROUGERIE demeurant à 14 rue du Pech, Pechbonnieu (31) en qualité de gérant à cette même date. Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

CEDES AERO S.A.S au capital de 1.000 €
Siège social : 1 Rue des Pénitents Blancs 31000 TOULOUSE
823.186.366 R.C.S. TOULOUSE

En date du 30 juin 2018, l'actionnaire unique a nommé en qualité de Président, en remplacement de la société ACZ HOLDING, démissionnaire, Monsieur Pascal BURDILLAT demeurant à BAGNERES DE LUCHON (31110) 16 Impasse du Séquoia, et a accepté la démission de Monsieur Alexandre BENBOURICHE et de Madame Zuzana OTTOVA de leurs fonctions de Directeurs Généraux.

NOMINATION COMMISSAIRE AUX COMPTES

HOLDING JMS, SAS au capital de 2 502 000 euros, 392 avenue de Toulouse, 31620 CEPET, 529633893 RCS TOULOUSE. Le 30/06/17, l'associé unique a nommé la Société SOTODEX AUDIT anciennement domiciliée 63 rue du Colombier 31670 Labège et désormais domiciliée 102 rue du lac 31670 Labège, en qualité de CAC titulaire, pour une période de six exercices jusqu'à la décision de l'associé unique sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/22.

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet
31000 Toulouse



MODIFICATIONS CAPITAL SOCIAL

LINDMOR INDUSTRIES
SARL au capital de 1 000€
9 Rue André Marie Ampère-ZAC de la Ménude 31830 Plaisance-Du-Touch
831 604 715 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Par l'AGE en date du 15 juin 2018, les associés ont pris acte de l'augmentation du capital social de 1 000 € à 1 572 € par incorporation de compte courant d'associé.

Modification des statuts en conséquence.

Pour avis la gérance

Dénomination sociale : DJODEM
Forme : SAS
Siège social : Le Village 31560 SEYRE
Capital social : 300 euros.
Inscrite au n° 825 223 639 au RCS Toulouse.
L'AGE en date du 29/06/18 a décidé d'augmenter le montant du capital social de 300 euros à 10 000 euros par voie d'augmentation de la valeur nominale des actions. Les articles 7 et 8 des statuts ont été modifiés en conséquence. L'AGE a étendu l'objet de la société à l'apport de solutions numériques aux collectivités territoriales.
RCS Toulouse.

Pour avis.



VOXELS
Société d'Avocats
Central Parc – Bâtiment A
57, Bd de l'Embourchure
31200 TOULOUSE
Tél : 05 62 72 38 38 -
Fax : 05 62 72 55 55
www.voxel-avocats.fr

AMBIOTIS
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 45.530 euros
réduit à 43.200 euros
Siège social : CANAL BIOTECH 2 – 3 Rue des Satellites
31400 TOULOUSE
495 343 147 R.C.S. TOULOUSE

Il résulte :
- du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés en date du 31 mai 2018,
- du procès-verbal des décisions du Président du 16 juillet 2018, que le capital social a été réduit de 2.330 euros pour être ramené de 45.530 euros à 43.200 euros par voie de rachat et d'annulation de 233 actions de 10 euros nominal chacune. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.
Mention sera faite au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis. Le Président.

Forme : SAS Dénomination : IODINES au capital de 200 000€. SIEGE : 963 route d'Eaunes, 31870 BEAUMONT SUR LEZE 824.648.174 RCS de TOULOUSE. Les AGE du 2 janvier 2017 et du 2 janvier 2018 ont décidé de porter le capital de DEUX CENTES MILLE Euros (200 000 €) à DEUX CENTES SOIXANTE SIX MILLE SIX CENTES Euros (266.600,00€) à compter du 04/07/2018. Modifications au RCS TOULOUSE

MODIFICATIONS OBJET SOCIAL

DISTRIBUTION ET COMMERCIALISATION DE MATERIEL AGRICOLE
Société anonyme
à Conseil d'administration
au capital de 150 000 euros
Siège social : 75 Route Nationale 20
31790 SAINT JORY
379 804 081 RCS TOULOUSE

Extension de l'objet social

Par délibération en date du 1er janvier 2018, les associés de la société ont décidé d'étendre l'objet social et l'activité de la société aux opérations suivantes :
- Vente de matériel agricole et véhicules roulant neuf et occasion.
En conséquence, l'article 2 a été ainsi modifié :
Ancienne rédaction
Toutes opérations de fabrication et de négoce se rapportant à la motoculture et aux machines agricoles en gros et au détail
Nouvelle rédaction
Toutes opérations de fabrication et de négoce se rapportant à la motoculture et aux machines agricoles en gros et au détail.
- Vente de matériel agricole et véhicules roulant neuf et occasion.

Pour avis et insertion

SCI ETLIPIERRE
Société Civile Immobilière
au capital de 152,45 Euros
5, Rue du Prieuré - 31000 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 388 244 311

Aux termes de l'assemblée générale du 12 juillet 2018 à TOULOUSE (31500), il a été décidé de la modification de l'objet social à compter du 12 juillet 2018.

L'article 2 des statuts intitulé « OBJET SOCIAL » est donc modifié ainsi qu'il suit :
Ancienne mention :

« La société a pour objet :
- L'acquisition, la prise à bail, la location, la sous-location de tous biens et droits immobiliers.

- Et plus généralement la propriété et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers.

- Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la Société au moyen de vente, échange ou apport en Société.

- Pour la réalisation de cet objet ou pour faciliter celui-ci, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations, notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèque ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux dès lors que ces actes et opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.

- De même la constitution de crédit baux immobiliers en qualité de preneur ».

Nouvelle mention :
« La société a pour objet :
- L'acquisition, la prise à bail, la location, la sous-location de tous biens et droits immobiliers.

- L'acquisition, l'administration et la gestion de titres et de droits sociaux.

- Et plus généralement la propriété et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers.

- Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la Société au moyen de vente, échange ou apport en Société.

- Pour la réalisation de cet objet ou pour faciliter celui-ci, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations, notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèque ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux dès lors que ces actes et opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.

- De même la constitution de crédit baux immobiliers en qualité de preneur.

Et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société ».

Pour avis, le représentant légal.

ETLIPIERRE 3
Société Civile Immobilière
au capital de 414 000 Euros
14, Rue des Arts - 31000 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 480 277 292

Aux termes d'un acte sous seing privé du 12 juillet 2018 à TOULOUSE (31500), il a été décidé, à compter du 12 juillet 2018, de l'augmentation du capital social, par la création de 1 940 parts sociales nouvelles, au moyen d'un apport en numéraire de 803 160 Euros.
L'ancien capital social s'élevait à 414 000 Euros.
Le nouveau capital social s'élèvera désormais à 1 217 160 Euros.

Aux termes du même acte, il a été décidé de la modification de l'objet social à compter du 12 juillet 2018.

L'article 4 des statuts intitulé « OBJET SOCIAL » est donc modifié ainsi qu'il suit :
Ancienne mention :

« La société a pour objet :
- L'acquisition, l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous immeubles et notamment l'ensemble immobilier apporté aux termes des présentes, situé à SAINTE-MARIE-DE-RE (Charente-Maritime) Rue de la Pompe.

Et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société ».

Nouvelle mention :
« La société a pour objet :
- L'acquisition, l'exploitation par bail, location, ou autrement de tous immeubles et notamment l'ensemble immobilier apporté aux termes de l'acte authentique du 11 septembre 2004, situé à SAINTE-MARIE-DE-RE (Charente-Maritime) Rue de la Pompe.

- L'acquisition, l'administration et la gestion de titres et de droits sociaux.

Et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société ».

Pour avis, le représentant légal.

DISSOLUTIONS

LOLIN'ONGLES
Société à responsabilité limitée
au capital de 100 euros
Siège social : 85 allée Lucie AUBRAC
31 840 AUSSONNE
R.C.S.TOULOUSE 809 202 476

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 4 mai 2018, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 4 mai 2018 et sa mise en liquidation et ont nommé comme liquidateur Madame LABEROU SANDRINE demeurant Traverse Saint Roch – 31 700 CORNEBARRIEU.
Le siège de la liquidation est fixé au : 85 Allée Lucie AUBRAC 31840 AUSSONNE
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

SCI DU 8 PLACE DU PALAIS
Société civile immobilière
En liquidation
au capital de 1 000.00 euros
Siège social : 6 Rue du Docteur Ferdinand Gendre
31500 TOULOUSE
534 143 482 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Suivant décision collective des associés en date du 31 Décembre 2017 :

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 Décembre 2017 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Monsieur Jean, Casimir LUKOMSKI, demeurant 6 Rue du Docteur Ferdinand Gendre, 31500 TOULOUSE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Le siège de la liquidation est fixé 6 Rue du Docteur Ferdinand Gendre, 31500 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis

PCZ
Société à responsabilité limitée
En liquidation
au capital de 1 000 euros
Siège social : 4, Impasse
Jean Chaubert - 31000 TOULOUSE
813 872 660 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 25/06/2018 :

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 01/07/2018 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur DIAS Cédric, demeurant 4, Impasse Jean Chaubert 31500 TOULOUSE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 4, Impasse Jean Chaubert 31500 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

FORME : SARL - DENOMINATION : CHEF... A TABLE-, au capital de 6000 €. Siège social : 57 Bld Armand Duportal, 31000 Toulouse . RCS Toulouse : 794 852 871 La dissolution anticipée a été décidée suivant l' AGE du 19/12/2017 ainsi que sa mise en liquidation amiable. Liquidateur : Mr Cazeneuve Romain , demeurant 38 bis rue Roquelaine 31000 Toulouse. Le siège de la liquidation est fixé au 57 Bld Armand Duportal, 31000 Toulouse .Mention au RCS Toulouse.

LIQUIDATIONS

Avis de publicité

Suivant procès-verbal en date du 2 janvier 2018 de l'assemblée générale ordinaire des associés de la société SCI BEMO PROVENCE, société civile immobilière en liquidation au capital de 100 000 euros dont le siège est 146 route d'Eaunes à MURET (31600), immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n°535 231 682, il résulte que les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation et décidé la répartition du solde ; donné quitus au Liquidateur, Monsieur Bertrand DESARNAUTS, demeurant 146 route d'Eaunes à MURET (31600) et déchargé ce dernier de son mandat ; prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.
Mention sera faite au RCS TOULOUSE.

IRIANE

Société par actions simplifiée en liquidation
Au capital de 7 622, 45 €
Siège social : 193 boulevard de Lamasquere – 31 600 MURET
R.C.S. : TOULOUSE 398 858 514 (00050)

Par décisions de l'actionnaire unique en date du 30/06/2018, il a été approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus de sa gestion et déchargé de son mandat de liquidateur Monsieur SABY-Jean-Marc, demeurant, MURET (31600) 193 boulevard de Lamasquere, et constaté la clôture de la liquidation.
Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

LE LIQUIDATEUR

SCI DU 8 PLACE DU PALAIS
Société civile immobilière
En liquidation
au capital de 1 000.00 euros
Siège social : 6 Rue du Docteur Ferdinand Gendre
31500 TOULOUSE
534 143 482 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Suivant décision collective des associés en date du 31 Décembre 2017, il résulte que : Les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont :

- approuvé les comptes de liquidation ;

- donné quitus au Liquidateur Monsieur Jean, Casimir LUKOMSKI, demeurant 6 Rue du Docteur Ferdinand Gendre 31500 TOULOUSE et déchargé ce dernier de son mandat ;

- prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis

SARL CGBI PIZZA en liquidation
Capital de 1 000 Euros
Siège social : 43 rue de la République, 31 270 Frouzins
RCS TOULOUSE : 829 408 236
M. IMIOLA Gaëtan, le liquidateur

Avis de clôture de la liquidation

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30/06/2018, la collectivité des associés a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture de la liquidation.
Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

La radiation sera demandée au RCS de Toulouse.

Pour avis, le liquidateur

DIVERS



SCP J.-P. REVERSAT
Notaire
31210 MONTREJEAU

Avis de saisine de légataire universel

Suivant actes reçus par Maître Jean-Pierre REVERSAT Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « Jean-Pierre REVERSAT », titulaire d'un Office Notarial à MONTREJEAU, 3, Voie du Bicentenaire en date du 19 juin 2018 et du 11 juillet 2018, Il a été établi le dépôt de testament et le contrôle de saisine suite au décès de :

Madame Marie-Louise Simone Virginie MARCELIN née le 19 novembre 1924 à MONTREJEAU (31210) et décédée à son domicile à GOURDAN-POLIGNAN (31210) 6 Rue des Tannins le 12 avril 2018.

Le testament olographe a été établi le 2 octobre 2001 déclarant instituer un légataire universel.

Les oppositions s'il y a lieu, devront être faites par huissier ou lettre recommandée avec avis de réception, dans le mois suivant la réception du greffier du tribunal de grande instance à la SCP Jean-Pierre REVERSAT Notaire à MONTREJEAU (31210) 3 Voie du Bicentenaire.



Patrick PARTOUCHE
Avocat
19 Chemin de nicol
31200 - TOULOUSE

BOSSUT-CAYOL
Société Civile
au capital de 89944,92 Euros
Siège social : 98 Route de Blagnac
31200 - TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 382206175

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 Juillet 2018, la collectivité des associés a décidé à l'unanimité :
- de transférer le siège social de TOULOUSE (31200) 98 Route de Blagnac à BLAGNAC (31700) 5 Rue de Lavoisier
- de modifier la dénomination sociale qui devient SCI CABETINE
- de modifier en conséquence les articles 3 et 4 des statuts.
Le dépôt légal sera réalisé auprès du R.C.S de TOULOUSE

Pour avis,

CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE DE SIOUVILLE
Société anonyme avec Conseil d'administration au capital de 96 000 euros
Siège social : Allée de Roncevaux 31240 L'UNION
313 537 805 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 14 juin 2018, l'assemblée générale ordinaire a décidé de nommer Monsieur Cédric Le Menn, demeurant au 21-25 rue Balzac, 75008 PARIS, en qualité d'Administrateur en remplacement de Madame Laurence Branthomme, Administrateur, démissionnaire, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Pour avis et insertion,

Suivant acte ssp en date du 13/07/2018 Mme GUIRAUD Carine, demeurant 31 Rue Raymond Grimaud 31700 BLAGNAC RCS 499274298 a donné en location gérance à Mme COSANDEY Laura 35 Rue Alphonse Daudet Lot Du Moulin 31470 FONTENILLES RCS, un fonds de commerce de Licence de Taxi sis et exploité au 31 Rue Raymond Grimaud 31700 BLAGNAC, pour une durée allant du 01/08/2018 au 31/07/2019 renouvelable par tacite reconduction.

Forme : SAS à capital variable. Dénomination : SCIC SAS CITOY'ENR, au capital de 6450 €. 831009691 RCS Toulouse. L'AGO du 23/06/2018 a décidé de transférer le siège social de la société du 6 rue de Plaisance 31000 Toulouse au 6 rue Louis Marc Demouilles 31400 Toulouse à compter du 01/05/2018. L'AGO du 23/06/2018 a pris acte de la fin du mandat d'administrateur de : Mlle Charlotte Jacob. Et a désigné en qualité d'administrateur :

La commune de Tournefeuille, représentée par Mme Meiffren Isabelle, demeurant 26 rue de Verdun 31170 Tournefeuille. M. Papaix Florian demeurant 33 allées Maurice Sarraut 31300 Toulouse. M. Sarrailh Michel demeurant 47 rue des Chanterelles 31650 Saint-Orens de Gameville. Mme Techine Nelly demeurant 16 rue Henri Douville 31000 Toulouse. Modifications au RCS TOULOUSE.

HOLDING AUSTRUY BUREL
Société anonyme avec Conseil d'administration au capital de 403 540 euros
Siège social : Allée de Roncevaux - 31240 L'UNION
399 573 351 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 14 juin 2018, l'assemblée générale ordinaire a décidé de nommer Monsieur Cédric LEMENN, demeurant 21-25 rue Balzac, 75008 PARIS, en qualité d'Administrateur de la Société, en remplacement de Madame Laurence BRANTHOMME, Administrateur, pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir et ce, à compter de ce jour.

Pour avis et insertion,

CERAMISOL SARL au capital de 20.000 €
Siège : 347 ROUTE DE SEYSSES 31100 TOULOUSE 522297761 RCS de TOULOUSE
CERAMISOL SARL au capital de 20.000 € sise 347 ROUTE DE SEYSSES 31100 TOULOUSE 522297761 RCS de TOULOUSE

Par décision de l'AGE du 30/06/2018, il a été décidé de la transformation de la SARL en SAS, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son objet, son siège, son capital, sa durée et les dates d'ouvertures et de clôture de son exercice social demeurent inchangés. M. PRONNIER ETIENNE 42 AVENUE LEON BLUM 31500 TOULOUSE a cessé ses fonctions de Gérant du fait de la transformation de la Société. Sous sa nouvelle forme de SAS, la Société est dirigée par M. PRONNIER Etienne 42 avenue leon blum 31500 TOULOUSE, en qualité de président.

Transmission des actions: Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Mention au RCS de TOULOUSE

Avis de mise en location gérance

Par acte sous seing privé du 15/06/2018, Monsieur José DA ROCHA CAPELA, loueur de Fond, siège est au 4 bis rue Alfred Sauvy, 31 270 CUGNAUX, immatriculé au RCS de Toulouse sous le SIRET 32080177200056.

A CONFIE, à titre de location gérance à : La Société CHEZ LUISA, capital de 1000 €, dont le siège est au 44 Avenue de Saint Exupéry, 31400 Toulouse, immatriculé au RCS de Toulouse sous le SIREN 750344483.

Un fonds de commerce de Restauration et organisations de soirées à thèmes qui sera exploité au 4 bis rue Alfred Sauvy, 31 270 CUGNAUX pour une durée de UN an à compter du 01/07/2018 renouvelable par tacite reconduction.

SAS EHO
2, rue d'Austerlitz
31000 TOULOUSE
R.C.S TOULOUSE N° 830 221 826

Par décision de l'AGE des associés en date du 20 juin 2018, il a été décidé de la mise en sommeil de la société sans dissolution, ni radiation au RCS et du transfert du siège social au 49, Grande Rue Saint-Michel, Immeuble Axe-Sud, (31400)TOULOUSE. Les statuts seront modifiés en conséquence de cette dernière résolution.

Pour Avis, Le Président.

CN21 ESPAGNE
SAS au capital de 50000 €
Siège social : 78 Allée Jean Jaures LE PRE CATELAN BAT F 31000 TOULOUSE
840102966 RCS de TOULOUSE

Par AGE du 02/07/2018, il a été décidé à compter de ce même jour :
- de modifier la dénomination en CN21 FRANCE ESPAGNE
- de modifier le nom commercial en CN21 FRANCE ESPAGNE
Mention au RCS de TOULOUSE



EXPANSIO
Société à responsabilité limitée au capital de 65 400 euros
Siège social : 18 place Roguet 31300 TOULOUSE
507 508 588 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale mixte du 29 juin 2018, il résulte que :

La date de clôture de l'exercice, initialement effectuée le 30 septembre de chaque année, est modifiée pour s'effectuer le 31 Décembre de chaque année.

Le siège social est transféré du 67 rue Bayard à Toulouse au 18 place Roguet à Toulouse.

Mention sera faite au RCS de Toulouse

Pour avis,

Notre SITE WEB

www.lejournaltoulousain.fr



AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL DELAI D'OPPOSITION
Article 1007 du Code civil
Article 1378-1 Code de procédure civile
Loi n° 2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 21 novembre 2009, Mademoiselle Geneviève COFFE a consenti un legs universel. Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Benoît DUGUET, Notaire à MONTESQUIEU VOLVESTRE le 21 juin 2018, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Me Benoît DUGUET, notaire à 31310 MONTESQUIEU VOLVESTRE, référence CRPCEN : 31040, dans le mois suivant la réception par le greffe de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 05/07/18 concernant la constitution de la SASU Transport SAM & MG, il convient de lire :
-SSP en date du 28/06/18 et non du 25/06/18 -Capital variable et non variable - domicile du Président : appt 143, 4 av. Camille pujol 31500 Toulouse

Le GIP PPLE lance le portail : **PPLE.fr**



Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : **PPLE.fr**

Accessible à partir de l'adresse **www.pple.fr**

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- **bodacc.fr** qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- **Infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.



Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'utilisateur peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.



CONTACTEZ-NOUS !

Pour votre DÉPÔT d'annonces légales et judiciaires et vos demandes de DEVIS



32 Rue Riquet, 31000 Toulouse



09 83 27 51 41



annonceslegales@lejournaltoulousain.fr